

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 12 maart 1996.
Brussel, 12 maart 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 27182]

F. 96 - 822

29 FEVRIER 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon
visant à exécuter les articles 186bis, 188, 193, 194, 196 et 197 du titre XIV
de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier tel que modifié en dernier lieu par le décret du 16 février 1995, et particulièrement ses articles 186bis, 188, 193, 194, 196 et 197;

Vu la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales;

Vu l'accord du Gouvernement germanophone pris en vertu de l'article 92ter de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant les forêts dans ses attributions,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- Ministre : le Ministre ayant les forêts dans ses attributions;
- Administration : Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
- Inspecteur général : Inspecteur général de la Division Nature et Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
- Directeur de centre : Directeur à la Division Nature et Forêt de la Direction générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement, affecté à une circonscription territoriale de coordination comportant trois à six cantonnements;
- Chef de cantonnement : Premier attaché ou attaché à la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, affecté à une circonscription territoriale de gestion et de conception comportant trois à six brigades;
- Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois : Conseil institué en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 instituant le Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois;
- Conseil supérieur wallon de la Chasse : Conseil institué en vertu de l'article 1er, § 2, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse;
- Conseil supérieur wallon de la Nature : Conseil institué en vertu de l'article 32 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;
- Itinéraire permanent inter-massifs : itinéraire balisé pour plus de dix jours traversant le territoire de plusieurs massifs forestiers;
- Itinéraire permanent de massif : itinéraire balisé pour plus de dix jours traversant le territoire d'un seul massif forestier;
- Itinéraire temporaire inter-massifs : itinéraire balisé pour une période de moins de onze jours traversant le territoire de plusieurs massifs forestiers;
- Itinéraire temporaire de massif : itinéraire balisé pour une période de moins de onze jours traversant les territoires de plusieurs cantonnements forestiers tout en ne dépassant pas le territoire d'un seul massif forestier;
- Itinéraire temporaire local : itinéraire balisé pour une période de moins de onze jours traversant le territoire d'un seul cantonnement forestier;
- Aire permanente : aire balisée pour une période de plus de dix jours;
- Aire temporaire : aire balisée pour une période de moins de onze jours;
- Balisage : pose, à des intervalles réguliers, dans les bois et forêts de signes qui sont destinés à encourager ou à permettre la circulation sur une des voiries ou dans une des aires visées à l'article 185 du Code forestier en fonction d'un itinéraire ou d'un périmètre déterminés; n'est pas considérée comme balisage toute pose de signes réalisés avec un matériau directement prélevé dans la nature ou avec un matériau à base de calcium dilué rapidement par la pluie;
- Balises : ensemble des éléments constitutifs du balisage;
- Balise toponymique : balise destinée à donner une information d'ordre historique, esthétique, scientifique, culturelle, le long d'un itinéraire balisé;
- Balise directionnelle complète : balise munie d'une flèche indicatrice et d'un signe normalisé ayant pour objet de donner une information complète sur la nature et la longueur de l'itinéraire balisé comprenant à tout le moins le nom de l'itinéraire et son but;

- Balise directionnelle simple : balise munie d'une flèche indicatrice et d'un signe normalisé ayant pour objet d'indiquer un changement de direction;
- Jalon : balise munie d'un signe normalisé ayant pour objet de rappeler ou de confirmer la direction à emprunter;
- Signe normalisé : logo distinctif repris sur la balise ou sur le jalon, tel que défini à l'annexe I du présent arrêté;
- Code forestier : loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier tel que modifié par le décret du 16 février 1995.

CHAPITRE II. — Des massifs forestiers et des commissions consultatives

Art. 2. Le territoire de la Région wallonne est divisé en massifs forestiers. Chaque massif forestier correspond à la circonscription territoriale d'un directeur de centre.

Art. 3. Il est institué une commission consultative pour le ressort de chaque massif forestier dite commission de massif qui se réunit au moins une fois par trimestre.

Elle comprend :

- 1° les chefs de cantonnement dont le ressort administratif se trouve dans le périmètre du massif forestier;
 - 2° deux représentants proposés par le Commissaire général au Tourisme de la Région wallonne; pour la commission de massif de Malmedy, un représentant proposé par le Commissaire général au Tourisme de la Région wallonne et un représentant proposé par le Ministre ayant le tourisme dans ses attributions de la Communauté germanophone;
 - 3° un représentant du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces;
 - 4° un chasseur proposé par le Conseil supérieur wallon de la Chasse;
 - 5° un propriétaire forestier particulier et un exploitant forestier proposés par le Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois;
 - 6° un représentant du Conseil supérieur wallon de la Nature membre d'une association de conservation de la nature;
 - 7° un représentant de la Fédération wallonne des concepteurs d'itinéraires balisés;
 - 8° quatre utilisateurs d'itinéraires balisés.
- Les personnes visées aux points 2° à 8° du présent article doivent être domiciliées dans l'une des communes sur le territoire desquelles s'étend le massif forestier.

Les communes dont le ressort territorial est traversé par l'itinéraire ou l'aire envisagés peuvent à cette occasion déléguer aux commissions trois représentants disposant du droit de parole et du droit de réponse.

Art. 4. Il est institué une commission consultative pour l'ensemble des bois et forêts de la Région wallonne dite commission régionale qui se réunit au moins une fois par trimestre.

Elle comprend :

- 1° le Commissaire général au Tourisme pour la Région wallonne;
- 2° l'inspecteur général;
- 3° un chasseur proposé par le Conseil supérieur wallon de la Chasse;
- 4° un propriétaire forestier particulier et un exploitant forestier proposés par le Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois;
- 5° un représentant du Conseil supérieur wallon de la Nature membre d'une association de conservation de la nature;
- 6° un représentant du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces;
- 7° un représentant de la Fédération wallonne des concepteurs d'itinéraires balisés;
- 8° quatre utilisateurs d'itinéraires balisés;
- 9° un représentant de l'Office de Promotion du Tourisme.

Art. 5. Pour chaque commission consultative, le Ministre nomme les membres et parmi eux un président et un vice-président.

Art. 6. Sans préjudice des avis devant être rendus en vertu des chapitres III et IV du présent arrêté, les commissions consultatives ont pour mission de donner au Ministre un avis sur toutes les questions intéressant la circulation dans les bois et forêts. Elles connaissent de ces questions soit d'office, soit sur demande du Ministre.

Une fois l'an, le chef de cantonnement fait état devant la commission de massif dont il fait partie, de la politique qui a été menée dans le cadre de l'application du présent arrêté et particulièrement du chapitre V. A cette occasion, chaque commune localisée dans le massif concerné pourra déléguer un représentant pour y assister.

Art. 7. Les commissions consultatives délibèrent valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les commissions consultatives ont le droit d'inviter à leurs séances toute personne qu'elles souhaitent entendre sur des problèmes en discussion.

Art. 8. Sauf exception justifiée par les circonstances exceptionnelles, les commissions de massif tiennent leurs réunions auprès du siège administratif du directeur de centre et la commission régionale auprès du siège administratif de l'inspecteur général.

Art. 9. Les commissions consultatives arrêtent leur règlement d'ordre intérieur et le soumettent au Ministre pour approbation.

Art. 10. § 1^{er}. La durée du mandat des membres est de six ans.

Les mandats sont personnels et renouvelables.

En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat, le membre nouvellement désigné achève le mandat de son prédécesseur.

§ 2. Un membre qui n'a pas assisté aux séances de la commission consultative pour laquelle il est nommé durant deux années consécutives est considéré d'office comme démissionnaire.

Art. 11. Les fonctions de membre des commissions consultatives ne sont pas rémunérées.

Toutefois, à l'exception des membres d'une administration publique, les membres des commissions consultatives et les personnes dont question à l'article 7, alinéa 2, ont droit à l'indemnité pour frais de parcours à charge du budget de la Région wallonne. A cette fin, ces membres seront assimilés aux fonctionnaires de rang A6.

CHAPITRE III. — Du balisage

Section 1re. — Du balisage permanent

Art. 12. La demande de création d'un itinéraire permanent de massif ou d'un itinéraire permanent inter-massifs contient sous peine d'irrecevabilité les indications suivantes :

1° si le demandeur est une personne physique, ses nom, prénom et domicile; s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande;

2° une carte I.G.N. au 10.000e, au 20.000e ou au 25.000e qui indique le tracé projeté;

3° le nombre de balises envisagées, les moyens techniques de réalisation et de placement des balises et leur emplacement;

4° une estimation du coût de la réalisation de l'itinéraire;

5° un document marquant accord des propriétaires des voiries forestières concernées autorisant le balisage envisagé;

6° un document marquant accord des propriétaires forestiers concernés dans le cas où les balises sont posées sur des propriétés adjacentes;

7° un document décrivant l'activité envisagée et le public attendu;

8° un document décrivant la manière dont sera entretenu le balisage.

Art. 13. § 1^{er}. La demande de tout itinéraire permanent de massif est introduite en trois exemplaires auprès du directeur de centre responsable pour le massif qui sera traversé par l'itinéraire proposé. Dans les quinze jours de la réception du dossier, le directeur de centre soit informe le demandeur de la nécessité sous peine d'irrecevabilité de compléter son dossier, soit adresse un accusé de réception et transmet copie du dossier à la commission de massif. La commission de massif dispose d'un délai de soixante jours pour remettre son avis. Elle peut proposer toutes les modifications à l'itinéraire.

A défaut d'avis rendu dans ce délai, la procédure d'instruction est poursuivie par le directeur de centre qui statue dans tous les cas, dans les cent vingt jours à compter de la réception du dossier complet.

§ 2. Un recours auprès de l'inspecteur général est ouvert au demandeur, contre la décision prise par le directeur de centre en ce qui concerne une demande de balisage d'un itinéraire permanent de massif.

Le recours lui est notifié par lettre recommandée à la poste dans les vingt jours de la notification de la décision prise par le directeur de centre.

L'inspecteur général consulte la commission régionale qui dispose de trente jours pour remettre son avis. Il statue sur le recours dans les soixante jours de la réception du recours.

Lorsque le recours est introduit par une personne morale de droit public, le Ministre statue en lieu et place de l'inspecteur général dans les soixante jours de la réception du recours par ce dernier.

§ 3. La demande de tout itinéraire permanent inter-massifs est introduite, en six exemplaires, auprès de l'inspecteur général. Dans les quinze jours de la réception du dossier, l'inspecteur général soit informe le demandeur de la nécessité sous peine d'irrecevabilité de compléter son dossier, soit adresse un accusé de réception et transmet copie du dossier à chaque commission de massif concernée par le tracé. Les commissions de massif disposent d'un délai de soixante jours pour remettre leur avis. Elles peuvent proposer toute modification à l'itinéraire et aux moyens de mise en œuvre proposés.

L'inspecteur général transmet les avis des commissions de massif intéressées dans les quinze jours de la réception du dernier avis accompagnés du dossier à la commission régionale et en tous cas au plus tard nonante jours après réception du dossier complet par l'inspecteur général.

La commission régionale dispose d'un délai de cent vingt jours à dater de la date de communication du dossier pour remettre son avis à l'inspecteur général. Elle peut proposer toute modification à l'itinéraire et aux moyens de mise en œuvre proposés.

A défaut d'avis rendu, la procédure d'instruction est poursuivie par l'inspecteur général qui statue dans tous les cas dans les deux cent quarante jours à compter de la réception du dossier complet et arrête les modalités de balisage conformément à l'article 17.

§ 4. Un recours auprès du Ministre est ouvert au demandeur, contre la décision prise par l'inspecteur général en ce qui concerne une demande de balisage d'un itinéraire permanent intermassifs.

Le recours lui est notifié par lettre recommandée à la poste dans les vingt jours de la notification de la décision prise par l'inspecteur général.

Le Ministre statue sur le recours, dans les soixante jours de la réception du recours.

Section 2. — Du balisage temporaire

Art. 14. La création d'itinéraires temporaires inter-massifs, de massif et locaux peut être sollicitée par toute personne dans tous les bois et forêts conformément aux dispositions de la présente section.

Art. 15. La demande de création d'un itinéraire temporaire contient sous peine d'irrecevabilité les indications suivantes :

1° le nom de la personne et la qualité du signataire de la demande;

2° une carte I.G.N. au 10.000e, au 20.000e ou au 25.000e qui indique le tracé projeté;

3° un document marquant accord des propriétaires des voiries concernées autorisant le balisage envisagé;

4° un document marquant accord des propriétaires forestiers concernés dans le cas où les balises sont posées sur des propriétés adjacentes;

5° un document décrivant l'activité envisagée et le public attendu.

Art. 16. La demande de réalisation d'un itinéraire temporaire inter-massifs est soumise, en trois exemplaires, à l'inspecteur général. Dans les quinze jours de la réception du dossier, l'inspecteur général soit informe le demandeur de la nécessité sous peine d'irrecevabilité de compléter son dossier, soit adresse un accusé de réception. Il statue sur la demande dans les soixante jours de la réception du dossier complet et arrête les modalités de balisage conformément à l'article 18.

La demande de réalisation d'un itinéraire temporaire de massif est soumise, en trois exemplaires, au directeur de centre qui est compétent pour le territoire qui doit être traversé par le tracé envisagé. Dans les quinze jours de la réception du dossier, le directeur de centre soit informe le demandeur de la nécessité sous peine d'irrecevabilité de compléter son dossier, soit adresse un accusé de réception. Il statue sur la demande dans les quarante cinq jours de la réception du dossier complet et arrête les modalités de balisage conformément à l'article 18.

La demande de réalisation d'un itinéraire temporaire local est soumise, en trois exemplaires, au chef de cantonnement qui est compétent pour le territoire qui doit être traversé par le tracé envisagé. Dans les quinze jours de la réception du dossier, le chef de cantonnement soit informe le demandeur de la nécessité sous peine d'irrecevabilité de compléter son dossier, soit adresse un accusé de réception. Il statue sur la demande dans les trente jours de la réception du dossier complet et arrête les modalités de balisage conformément à l'article 18.

Section 3. — De la pose des balises

Art. 17. § 1^{er}. Le balisage d'un itinéraire permanent inter-massifs ou de massif peut comprendre la pose :

- 1° de balises toponymiques aux endroits présentant un intérêt scientifique, culturel et/ou historique;
- 2° de balises directionnelles complètes, placées sur des panneaux à part entière, aux endroits où une information paraît indispensable pour le bon déroulement de la promenade, et en tous les cas au début de l'itinéraire;
- 3° de balises directionnelles simples, tout au cours de l'itinéraire, aux endroits où il paraît indispensable d'indiquer un changement de direction;
- 4° de jalons, tout au cours de l'itinéraire, aux endroits où il paraît indispensable de confirmer la direction.

§ 2. Les balises directionnelles complètes, simples et les jalons des itinéraires permanents inter-massifs ou de massif sont munis d'un des signes normalisés repris à l'annexe I du présent arrêté.

D'autres signes normalisés que ceux prévus à l'annexe I peuvent être autorisés par le Ministre lorsqu'ils sont destinés à baliser un itinéraire permanent non localisé uniquement en Région wallonne.

Art. 18. Lorsque l'itinéraire prévoit la circulation des usagers visés à l'article 193 du Code forestier sur des sentiers ou la circulation des usagers visés à l'article 194 du Code forestier sur des chemins et des sentiers, le balisage d'un itinéraire temporaire inter-massifs, de massif ou local comprend pour la section concernée de l'itinéraire la pose de balises prévues à l'annexe II du présent arrêté. Ces balises sont à retirer et à remettre après usage, auprès de l'instance qui a délivré l'autorisation.

CHAPITRE IV. — Des aires

Section 1^{re}. — Des aires permanentes

Art. 19. Toute personne physique ou morale de droit public ou privé peut créer, conformément aux dispositions de la présente section, des aires permanentes dans tous les bois et forêts.

Art. 20. § 1^{er}. La demande de création d'une aire permanente doit être remise en trois exemplaires au directeur de centre responsable du massif sur lequel elle est envisagée. Elle contient sous peine d'irrecevabilité les indications suivantes :

- 1° si le demandeur est une personne physique, ses nom, prénom et domicile; s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande;
- 2° une description de l'aire projetée accompagnée d'un plan précisant la disposition des infrastructures existantes ou projetées;
- 3° un plan au 10.000e, au 20.000e ou au 25.000e qui indique le périmètre de l'aire projetée;
- 4° le nombre et l'emplacement des balises envisagées;
- 5° une estimation du coût de la pose des balises;
- 6° si le demandeur ne dispose pas d'un droit réel sur les terrains forestiers sur lesquels l'aire est envisagée, un document des propriétaires autorisant la création de cette dernière;
- 7° un document décrivant l'activité envisagée et le public attendu;
- 8° Un document décrivant la manière dont sera entreteenu le balisage.

§ 2. Dans les quinze jours de la réception du dossier, le directeur de centre soit informe le demandeur de la nécessité sous peine d'irrecevabilité de compléter son dossier, soit adresse un accusé de réception et transmet alors une copie du dossier à la commission de massif. La commission de massif dispose d'un délai de soixante jours pour remettre son avis. Elle peut proposer toutes les modifications au périmètre proposé.

§ 3. En ce qui concerne les aires affectées à l'accueil des piétons et au stationnement momentané des véhicules, à défaut d'avis de la commission de massif rendu dans le délai de soixante jours, la procédure d'instruction est poursuivie par le directeur de centre qui statue dans tous les cas, dans les cent vingt jours à compter de la réception du dossier complet et arrête les modalités de balisage de l'aire conformément à l'article 23.

En ce qui concerne les autres aires, à défaut d'avis de la commission de massif rendu, dans le délai de soixante jours, la procédure d'instruction est poursuivie par le directeur de centre qui transmet le dossier sans délai au Ministre lequel statue dans les cent vingt jours à compter de la réception du dossier complet et arrête les modalités de balisage de l'aire conformément à l'article 23.

Section 2. — Des aires temporaires

Art. 21. Toute personne peut créer, conformément aux dispositions de la présente section, des aires temporaires dans tous les bois et forêts.

Art. 22. La demande de création d'une aire temporaire est soumise, en trois exemplaires, au chef de cantonnement qui est compétent pour le territoire sur lequel l'aire est envisagée. Elle contient les indications énumérées à l'article 20, § 1^{er}.

Dans les quinze jours de la réception du dossier, le chef de cantonnement soit informe le demandeur de la nécessité sous peine d'irrecevabilité de compléter son dossier, soit adresse un accusé de réception. Le chef de cantonnement statue sur la demande d'aire affectée à l'accueil des piétons dans les trente jours de la réception du dossier complet et arrête les modalités de balisage de l'aire conformément à l'article 23.

Le Ministre statue sur les demandes relatives aux autres aires, dans les soixante jours de la réception du dossier complet et arrête les modalités de balisage de l'aire conformément à l'article 23.

Section 3. — Du balisage des aires

Art. 23. Les aires sont balisées au moyen des panneaux définis à l'annexe III du présent arrêté.

CHAPITRE V. — De la limitation et de l'interdiction de circuler dans les bois et forêts

Section 1^{re}. — Généralité

Art. 24. Conformément à l'article 188 du Code forestier, l'interdiction ou la limitation de la circulation de toute personne ou de certaines catégories de personnes dans les bois et forêts peut être instaurée pour les raisons suivantes :

1° le maintien de la circulation présente un danger pour la vie des personnes en raison de l'exercice du droit de chasse;

2° le maintien de la circulation présente un danger pour la vie des personnes en raison de l'accomplissement de travaux dans le cadre de la gestion des bois et forêts;

3° le maintien de la circulation présente un danger pour la vie des personnes et pour la préservation des bois et forêts en raison du risque d'incendie;

4° le maintien de la circulation présente une menace nettement préjudiciable pour des espèces botaniques protégées en vertu de l'arrêté royal du 16 février 1976 relatif aux mesures de protection en faveur de certaines espèces végétales croissant à l'état sauvage pendant la période de floraison;

5° le maintien de la circulation présente une menace nettement préjudiciable pour les espèces d'oiseaux sauvages visées à l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994 sur la protection des oiseaux en Région wallonne ou des espèces de mammifères sauvages pendant leur période de reproduction ou de nidification;

6° le maintien de la circulation est susceptible de perturber gravement l'organisation de certaines activités touristiques;

7° le maintien de la circulation est susceptible de perturber gravement l'organisation des activités de pêche.

Art. 25. La mesure d'interdiction ou de limitation de la circulation est limitée à la période qui est strictement nécessaire à la protection des raisons énumérées à l'article 24 qui justifient l'adoption de la mesure.

Art. 26. Les mesures de limitation et d'interdiction peuvent être généralisées à toute personne, à l'exception des personnes pour lesquelles la circulation est indispensable et est en relation directe avec la raison qui sous-tend la mesure de limitation ou d'interdiction. Elles peuvent aussi être limitées à certaines catégories de personnes, tels les piétons, les cyclistes, les skieurs, les conducteurs d'animaux de trait, de charge ou de monture et les conducteurs de véhicules à moteur.

Section 2. — Interdiction ou limitation de circulation à la demande d'une personne autre que le Ministre ou l'Administration

Art. 27. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale de droit public ou privé qui peut faire valoir un intérêt peut solliciter la limitation ou l'interdiction de circuler dans les bois et forêts pour un des motifs énumérés à l'article 24, 1° à 3°, 6° et 7°.

La demande d'interdiction ou de limitation est soumise, en trois exemplaires, au chef de cantonnement qui est compétent pour le territoire sur lequel l'interdiction ou la limitation est envisagée. Elle contient les indications énumérées au § 3 du présent article.

Dans les quinze jours de la réception du dossier, le chef de cantonnement soit informe le demandeur de la nécessité sous peine d'irrecevabilité de compléter son dossier, soit adresse un accusé de réception.

§ 2. Dans le cas où la demande dépasse :

— une période d'interdiction ou de limitation de circuler de trois jours durant lesquels se déroule la battue pour le motif visé au 1° de l'article 24 si celui-ci est en rapport avec l'organisation d'une battue;

— une période d'interdiction ou de limitation de circuler de deux heures avant et de deux heures après le coucher du soleil et d'une période de deux heures avant jusqu'à deux heures après le lever du soleil, pour le motif visé au 1° de l'article 24, si cette mesure est en rapport avec le déroulement d'une chasse à l'affût;

— une période d'interdiction ou de limitation de circuler de sept jours pour les motifs visés au 2° et au 3° de l'article 24;

— une période d'interdiction ou de limitation de circuler de deux jours pour le motif visé au 6° de l'article 24;

— une période d'un jour pour le motif visé au 7° de l'article 24,

c'est le Ministre qui statue dans un délai de cinquante jours à compter de la réception du dossier complet. Dans le cas contraire, le chef de cantonnement statue dans les trente jours de la réception du dossier complet.

Les demandes doivent être introduites respectivement au moins quatre-vingts et quarante jours avant la date de la mise en application de la mesure sollicitée.

§ 3. La demande d'interdiction ou de limitation de circuler dans les bois et forêts contient les indications suivantes sous peine d'irrecevabilité :

1° si le demandeur est une personne physique, ses nom, prénom et domicile; s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande;

2° le nom de la commune et du bois concernés;

3° la raison de la demande;

4° les jours concernés par l'interdiction ou la limitation de circuler;

5° une carte I.G.N. au 10.000e, au 20.000e ou au 25.000e qui indique le contour de la zone concernée par l'interdiction ou la limitation.

Section 3. — Interdiction ou limitation de circulation à l'initiative du Ministre ou de l'Administration

Art. 28. Le Ministre ou le chef de cantonnement peuvent prendre d'initiative une mesure de limitation ou d'interdiction pour les raisons visées aux points 3°, 4° et 5° de l'article 24.

Si la mesure est prise par le chef de cantonnement, elle ne peut en aucun cas dépasser les délais suivants :

— sept jours pour les motifs visés au 3° de l'article 24;

— soixante jours pour les motifs visés aux 4° et 5° de l'article 24.

Section 4. — Information des mesures d'interdiction ou de limitation

Art. 29. L'interdiction ou la limitation de circuler pour les raisons visées aux alinéas 1^o et 2^o, 3^o, 4^o et 5^o, 6^o et 7^o de l'article 24 est annoncée respectivement au moyen d'un panneau repris à l'annexe IV, A, B, C et D du présent arrêté.

Art. 30. § 1^{er}. Les panneaux sont apposés au plus tard dans les quarante-huit heures précédant l'entrée en vigueur de la mesure. Les panneaux annonçant une mesure fondée sur un des motifs visés au 3^o, 4^o et 5^o de l'article 24 peuvent toutefois être apposés pendant la période de quarante-huit heures précédant l'entrée en vigueur de la mesure lorsque la mise en application de la mesure ne peut souffrir d'aucun retard.

Un panneau doit être apposé de chaque côté de la voirie concernée à l'endroit où la mesure est d'application. D'autres panneaux doivent, le cas échéant, être apposés aux endroits où la voirie faisant l'objet de la mesure de limitation ou d'interdiction pénètre dans le bois ou la forêt. Dans ce cas, ils mentionnent la distance qui reste à parcourir jusqu'au début de la voirie frappée par la mesure d'interdiction ou de limitation.

Les panneaux sont disposés de façon à pouvoir être lus aisément, à une hauteur de 2 mètres cinquante, au besoin sur un piquet. Ils sont maintenus en parfait état de visibilité et de lisibilité pendant toute la durée de l'application de la mesure.

Les panneaux sont enlevés au plus tard dans les vingt-quatre heures suivant la fin de l'application de la mesure.

§ 2. Le panneau comprend les données relatives :

- à l'endroit où la mesure est d'application;
- au début et à la fin de la durée d'application de la mesure;
- le numéro de la décision.

§ 3. Si la mesure est prise pour une des raisons visées aux 1^o, 6^o et 7^o de l'article 24, les panneaux sont placés et retirés, conformément aux prescriptions prises par le Ministre ou par le chef de cantonnement, par les personnes qui ont sollicité l'adoption de ladite mesure et ce à leurs propres frais.

Art. 31. Au plus tard dans les huit jours précédant l'application de la mesure, le chef de cantonnement transmet à la commune sur le territoire de laquelle la mesure est d'application une copie de la décision afin que les autorités communales procèdent sans délai à l'affichage aux valves d'une copie de cette décision; elle est transmise également au directeur de centre.

Il informe dans le même délai toute personne qui l'aurait avisé de l'organisation d'une activité sur ce territoire ainsi que le ou les responsables d'itinéraires balisés concernés.

Art. 32. § 1^{er}. Lorsque la mesure affecte la circulation sur un itinéraire balisé permanent conformément aux articles 12 et 13 du présent arrêté, une affiche d'information doit être apposée au début de l'itinéraire ou, le cas échéant, à l'endroit précisé dans la décision.

Cette affiche comprend les données relatives :

- à la durée d'application de la mesure;
- au tracé de la voirie concerné par la mesure au moyen d'une carte I.G.N. au 10.000e, 20.000e ou 25.000e;
- au numéro de la décision;

— à l'itinéraire alternatif qui permet de contourner la voirie où la circulation est limitée ou interdite, lorsque celui-ci est envisageable.

§ 2. Lorsque la mesure affecte la circulation sur un itinéraire balisé conformément aux articles 12 et 13, le Ministre ou le chef de cantonnement peuvent imposer la réalisation d'un itinéraire d'évitement, au moyen d'un signe temporaire d'évitement défini à l'annexe I du présent arrêté. Celui-ci est placé conformément à la procédure applicable à la création d'un itinéraire temporaire local.

CHAPITRE VI. — Accès des cyclistes, skieurs, conducteurs d'animaux de trait, de charge ou de monture aux sentiers, et accès des véhicules à moteur aux chemins

Art. 33. La circulation des cyclistes, skieurs et conducteurs d'animaux de trait, de charge ou de monture sur des sentiers ou aires non balisées à cet effet et la circulation des véhicules à moteur sur des chemins, sentiers ou aires non balisées à cet effet peuvent être autorisées pour les raisons énumérées à l'article 193, alinéa 2 et à l'article 194, alinéa 2 du Code forestier par le chef de cantonnement lorsque la demande ne porte que sur l'accès à des voiries situées sur le territoire d'un seul cantonnement ou par le directeur de centre lorsque la demande concerne l'accès à des voiries situées sur plusieurs cantonnements.

Cette décision ne peut être qu'individuelle et ne vaut que pour une durée maximale de trois ans. Elle est renouvelable.

Art. 34. Les propriétaires de terrains situés dans les bois et forêts, les autres titulaires de droits réels ou personnels se rapportant aux biens considérés et les personnes autorisées à exercer une activité de gestion sont autorisés à emprunter des sentiers en cycles, à skis ou en conduisant des animaux de trait, de charge ou de monture et à emprunter des chemins et des sentiers en véhicules à moteur pour accéder à leurs propriétés ou au lieu où doit s'exercer leur activité de gestion.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 35. La pose de tout panneau d'aire ou de tout panneau de limitation et d'interdiction présentant une ressemblance avec un des panneaux réglementés par le présent arrêté est punie d'une amende de cinquante francs.

Art. 36. Les itinéraires et balises apposés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent être maintenus jusqu'au 31 décembre 2000.

Namur, le 29 février 1996.

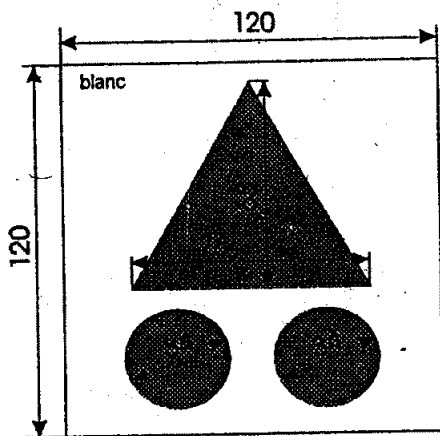
Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ANNEXE I

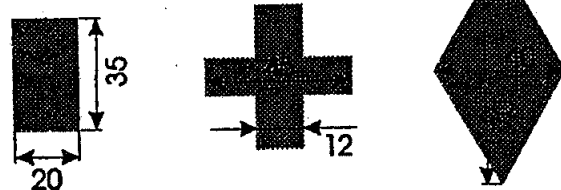
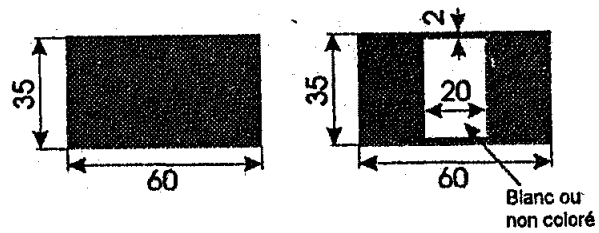
LES SIGNES NORMALISES POUR LES BALISES DIRECTIONNELLES COMPLETES, SIMPLES ET LES JALONS DES ITINERAIRES PERMANENTS INTER-MASSIFS OU DE MASSIF.

Signes pour les cyclistes



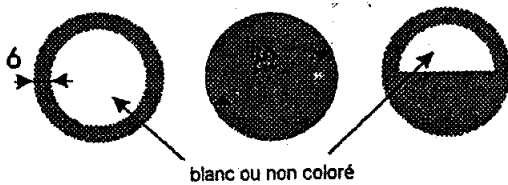
Couleurs : rouge, jaune, bleu, vert

Signe "Pédestre"



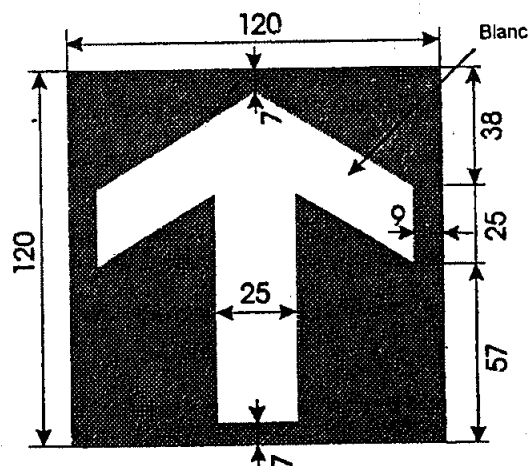
Couleurs : rouge, jaune, bleu, vert

Signe "Equestre"



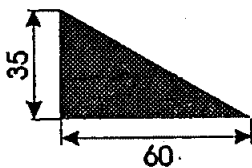
Couleurs : rouge, jaune, bleu, vert; excepté le disque plein : seulement en jaune, bleu, vert

Signe pour les Fondeurs (couleurs en fonction de la longueur de la piste)



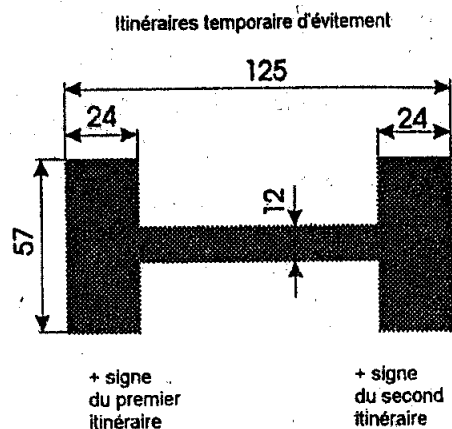
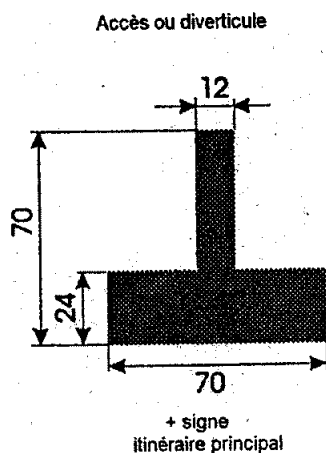
Couleurs : rouge, jaune, bleu, vert et noir

Signe pour "Tous les usagers" non motorisés

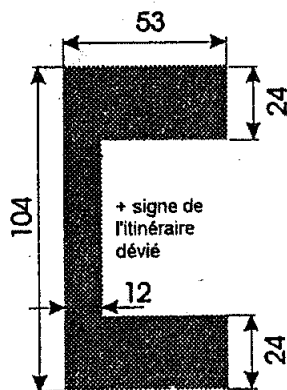


Couleurs : rouge, jaune, bleu, vert

Signes complémentaires
Liaisons entre itinéraires différents



Itinéraires temporaires d'évitement



Couleurs : rouge, jaune, bleu, vert

«Le Gouvernement wallon reconnaît deux types de support de balises : d'une part, les supports existants, qu'ils soient végétaux ou autres ; les balises y sont peintes, clouées, collées ou cerclées ; d'autre part, les supports spécifiques implantés sur lesquels les balises sont attachées.

Il est reconnu au concepteur le libre choix du type de support ainsi que de la technique d'attache au support, pour autant que cette dernière soit en conformité stricte avec le cahier des normes.

La balise dérogatoire d'accès aux chemins par les véhicules à moteur pour raisons utilitaires se présente sous la forme d'un panneau carré, de 0,40 m de côté.

Les signes normalisés des véhicules à moteur sont en blanc sur fond bleu.»

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 février 1996 visant à exécuter les articles 186bis, 188, 193, 194, 196 et 197 du titre XIV de la loi du 19 décembre 1854 contenant le code forestier.

Namur, le 29 février 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie,
du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

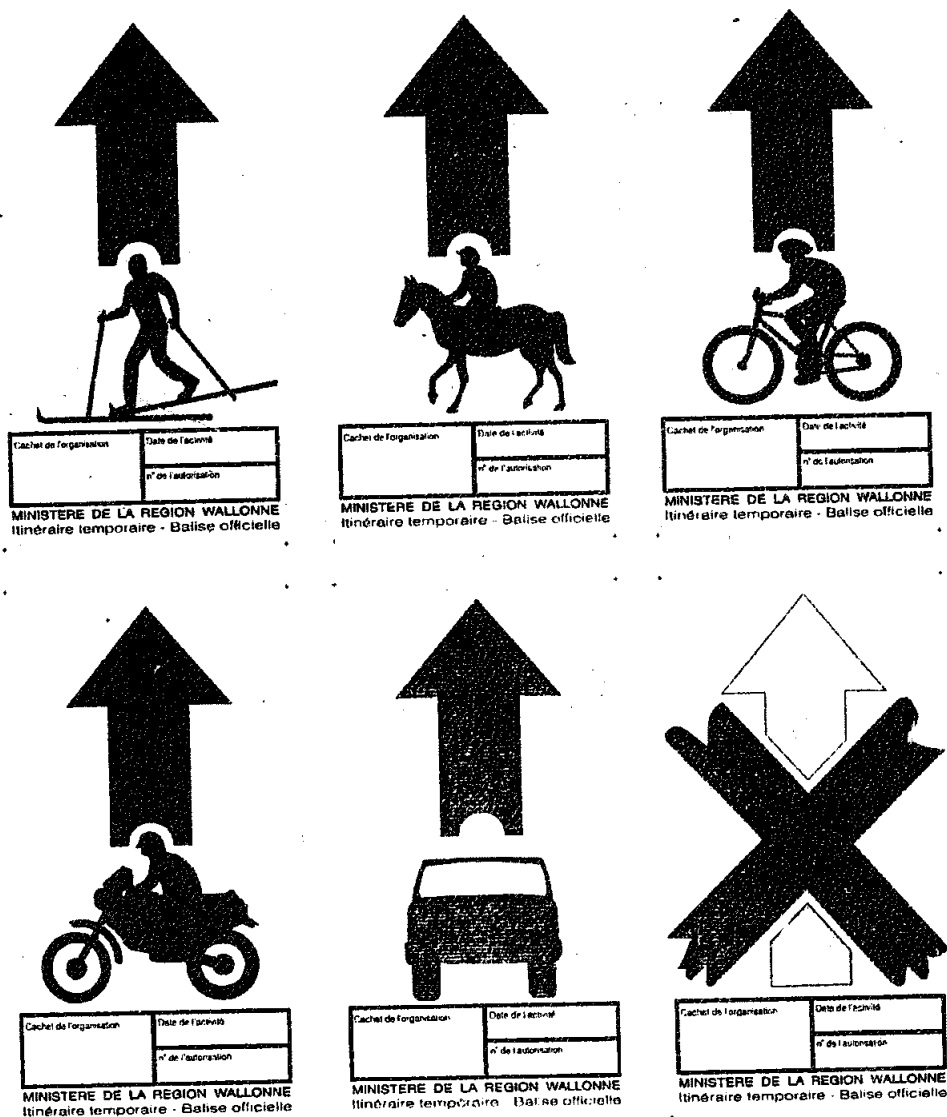
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles
et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe II

SIGNES NORMALISES POUR LES BALISES D'ITINERAIRES TEMPORAIRES.



Dimensions d'une affiche : (256 x 133) mm

Couleurs des flèches et figurines : rouge, jaune, bleu, vert.
 Encadrés : Traits et textes en noir.
 Pour le ski de fond, en plus : le noir.
 Exception : la flèche barrée est toujours grise avec la croix en rouge.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 février 1996 visant à exécuter les articles 186bis, 188, 193, 194, 196 et 197 du titre XIV de la loi du 19 décembre 1854 contenant le code forestier.

Namur, le 29 février 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

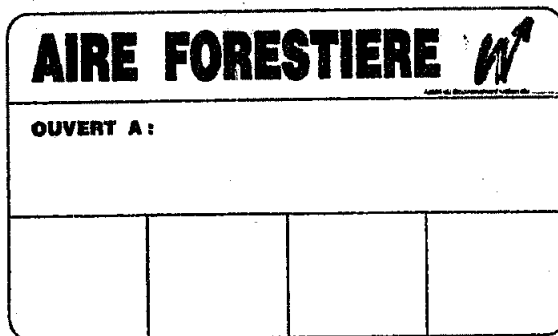
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

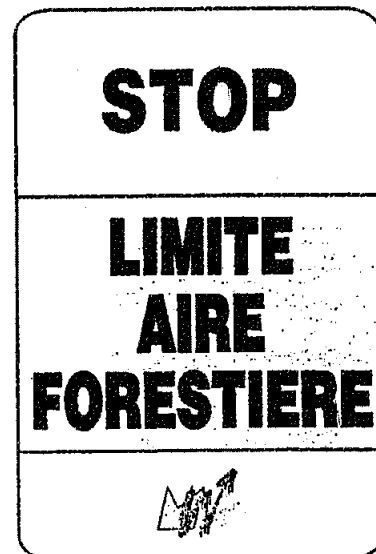
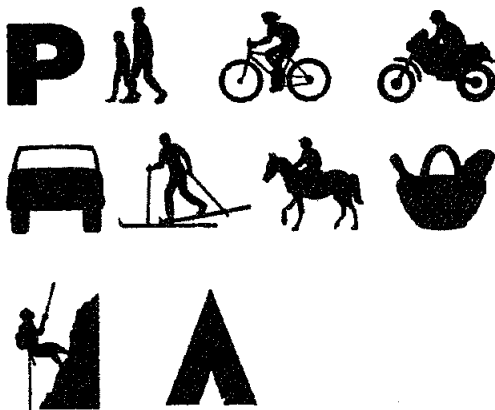
Annexe III

PANNEAUX POUR LES AIRES FORESTIERES.



Dimensions du panneau : (600 x 400) mm

Pictogrammes disponibles :



Dimensions de l'affiche : (280 x 186) mm

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 février 1996 visant à exécuter les articles 186bis, 188, 193, 194, 196 et 197 du titre XIV de la loi du 19 décembre 1854 contenant le code forestier.

Namur, le 29 février 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie,
du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles
et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ANNEXE IV

PANNEAUX D'INTERDICTION.

A

A

A

**CHASSE
PASSAGE INTERDIT**




POUR VOTRE SECURITE 
BATTUES


MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

Arrêté du Gouvernement wallon du _____
Décision n° _____
Responsable signalisation _____ Tél _____
Responsable surveillance _____ Tél _____

**CHASSE
PASSAGE INTERDIT**

DU _____ AU _____
ENTRE H et H
ENTRE H et H

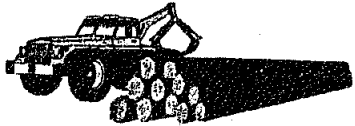



POUR VOTRE SECURITE 
AFFÛT

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

Arrêté du Gouvernement wallon du _____
Décision n° _____
Responsable signalisation _____ Tél _____
Responsable surveillance _____ Tél _____

**TRAVAUX
PASSAGE INTERDIT**





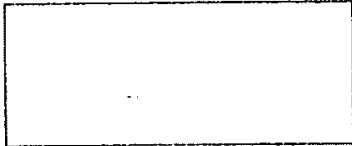



POUR VOTRE SECURITE 
DANGER

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

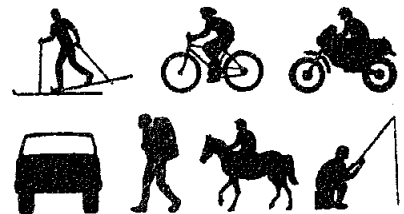
Arrêté du Gouvernement wallon du _____
Décision n° _____
Responsable signalisation _____ Tél _____
Responsable surveillance _____ Tél _____

Dimensions d'une affiche (385 x 185) mm

PANNEAUX D'INTERDICTION.

B	C	D
RISQUE D'INCENDIE PASSAGE INTERDIT	CONSERVATION DE LA NATURE PASSAGE INTERDIT	PASSAGE INTERDIT EXCEPTE
		
POUR LA NATURE  DANGER	POUR LA  SAUVEGARDE	POUR VOTRE BIEN  ET VOTRE SECURITE
<small>MINISTERE DE LA REGION WALLONNE Arrêté du Gouvernement wallon n° Décision n° Responsable signalisation T41 Responsable surveillance T41</small>	<small>MINISTERE DE LA REGION WALLONNE Arrêté du Gouvernement wallon n° Décision n° Responsable signalisation T41 Responsable surveillance T41</small>	<small>MINISTERE DE LA REGION WALLONNE Arrêté du Gouvernement wallon n° Décision n° Responsable signalisation T41 Responsable surveillance T41</small>

Dimensions d'une affiche (385 x 185) mm



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 février 1996 visant à exécuter les articles 186bis, 188, 193, 194, 196 et 197 du titre XIV de la loi du 19 décembre 1854 contenant le code forestier

Namur, le 29 février 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie,
du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles
et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 27182]

D. 96 - 822

**29. FEBRUAR 1996. — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Durchführung der Artikel 186bis, 188, 193, 194, 196 und 197 des Titels XIV
des Gesetzes vom 19. Dezember 1854 das das Forstgesetzbuch beinhaltet**

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 1995, und insbesondere seiner Artikel 186bis, 188, 193, 194, 196 und 197;

Aufgrund des Gesetzes vom 6. März 1818 bezüglich der Strafen, die bei Verstößen gegen die allgemeinen Maßnahmen der inneren Verwaltung verhängt werden können und der Strafen, die durch Regelungen der provinziellen und gemeindlichen Behörden festgelegt werden können;

Aufgrund des kraft des Artikels 92ter des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993, mit der Deutschsprachigen Regierung geschlossenen Abkommens;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wälder gehören,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — *Definitionen*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

Minister: Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wälder gehören;

Verwaltung: Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;

Generalinspektor: Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;

Direktor des Zentrums: Einem territorialen Koordinationsbezirk, der drei bis sechs Forstämter umfaßt, zugeteilter Direktor bei der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;

Forstamtchef: Einem territorialen Verwaltungs- und Planungsbezirk, der drei bis sechs Brigaden umfaßt, zugeteilter erster Attaché oder Attaché bei der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;

"Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois" (Wallonischer Hoher Rat des Forstwesens und des Holzgewerbes): Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Errichtung des "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois" (Wallonischer Hoher Rat des Forstwesens und des Holzgewerbes) errichteter Rat;

"Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Wallonischer Hoher Rat für das Jagdwesen): Aufgrund von Artikel 1, § 2, des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd errichteter Rat;

"Conseil supérieur wallon de la Nature" (Wallonischer Hoher Rat für die Erhaltung der Natur): Aufgrund von Artikel 32 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur errichteter Rat;

Permanent angelegte gebietsübergreifende Waldwegstrecke: Für einen Zeitraum von mehr als zehn Tagen markierte Wegstrecke, die mehrere Waldgebiete durchquert;

Permanent angelegte Waldgebietswegstrecke: Für einen Zeitraum von mehr als zehn Tagen markierte Wegstrecke, die ein einziges Waldgebiet durchquert;

Vorübergehend angelegte gebietsübergreifende Waldwegstrecke: Für einen Zeitraum von weniger als elf Tagen markierte Wegstrecke, die mehrere Waldgebiete durchquert;

Vorübergehend angelegte Waldwegstrecke: für einen Zeitraum von weniger als elf Tagen markierte Wegstrecke, die ein einziges Waldgebiet durchquert;

Vorübergehend angelegte lokale Waldwegstrecke: für einen Zeitraum von weniger als elf Tagen markierte Wegstrecke, die das Gebiet eines einzigen Forstbezirks durchquert;

Permanent angelegter Rastplatz: für einen Zeitraum von mehr als zehn Tagen markierter Rastplatz;

Vorübergehend angelegter Rastplatz: für einen Zeitraum von weniger als elf Tagen markierter Rastplatz;

Markierung: in regelmäßigen Abständen in den Wäldern und Forsten angebrachte Zeichen, mit dem Zweck, den Verkehr auf einem der in Artikel 185 des Forstgesetzbuches angeführten Wege oder Rastplätze unter Berücksichtigung einer festgelegten Strecke oder eines festgelegten Umkreises zu fördern oder zu ermöglichen; gilt nicht als Markierung; jegliches Zeichen, das mit einem direkt der Natur entnommenen Material oder mit einem Material auf Kalziumbasis, das rasch durch den Regen ausgewaschen wird, durchgeführt wurde;

Markierungszeichen: alle Bestandteile einer Markierung;

Ortskundliches Markierungszeichen: Markierungszeichen, mit dem Zweck, eine Information historischer, ästhetischer, wissenschaftlicher oder kultureller Art entlang einer markierten Wegstrecke zu erteilen;

Vollständiges richtungsweisendes Markierungszeichen: mit einem Pfeil und einem Normzeichen versehenes Markierungszeichen, mit dem Zweck, eine vollständige Information über die Art und die Länge der markierten Wegstrecke zu erteilen, und das zumindest den Namen der Wegstrecke und den Bestimmungsort angibt.

Einfaches richtungsweisendes Markierungszeichen: mit einem Pfeil und einem Normzeichen versehenes Markierungszeichen, mit dem Zweck, einen Richtungswechsel anzuzeigen.

Wegweiser: Mit einem Normzeichen versehene Markierung, mit dem Zweck, die einzuschlagende Richtung zu wiederholen oder zu bestätigen;

Normzeichen: auf dem Markierungszeichen oder dem Wegweiser angeführtes Erkennungszeichen, das die Anlage I des vorliegenden Erlasses bildet;

Forstgesetzbuch: Gesetz vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 1995.

KAPITEL II. — Waldgebiete und beratende ausschüsse

Art. 2 - Das Gebiet der Wallonischen Region wird in Waldgebiete eingeteilt. Jedes Waldgebiet entspricht dem Bezirksgebiet eines Zentrumsdirektors.

Art. 3 - Für jedes Waldgebiet wird ein beratender Ausschuss eingerichtet. Dieser Ausschuss wird Waldgebietsausschuss genannt. Die Mitglieder des Ausschusses versammeln sich mindestens einmal pro Trimester.

Der Ausschuss setzt sich aus folgenden Mitgliedern zusammen:

1° die Forstamtschefs, deren Verwaltungsbezirk sich im Umkreis des Waldgebiets befindet;

2° zwei durch den Generalkommissar für Fremdenverkehr der Wallonischen Region vorgeschlagene Vertreter; für den Waldgebietsausschuss Malmedy: ein durch den Generalkommissar für Fremdenverkehr der Wallonischen Region vorgeschlagener Vertreter und ein durch den Minister der Deutschsprachigen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Fremdenverkehr gehört, vorgeschlagene Vertreter;

3° ein Vertreter des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen);

4° ein durch den "Conseil supérieur wallon de la Chasse" vorgeschlagener Jäger;

5° ein privater Forstbesitzer und ein durch den "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois" vorgeschlagener Forstwirt;

6° ein Vertreter des "Conseil supérieur wallon de la Nature", der Mitglied einer Naturschutzvereinigung ist;

7° ein Vertreter der "Fédération wallonne des concepteurs d'itinéraires balisés" (Wallonische Vereinigung der Entwickler von markierten Wegstrecken);

8° vier Benutzer der markierten Wegstrecken.

Die in den Punkten 2° bis 8° des vorliegenden Artikels genannten Personen müssen in einer der Gemeinden, über deren Gebiet sich das Waldgebiet erstreckt, ihren Wohnsitz haben.

Die Gemeinden, deren Einzugsgebiet durch eine vorgesehene Wegstrecke oder einen vorgesehenen Rastplatz durchquert wird, können drei Vertreter in die Ausschüsse entsenden, die über ein Mitsprache- und Erwiderungsrecht verfügen.

Art. 4 - Für die gesamten Wälder und Forste der Wallonischen Region wird ein beratender Ausschuss eingerichtet. Dieser Ausschuss wird Regionalausschuss genannt und versammelt sich mindestens einmal pro Trimester.

Der Ausschuss setzt sich aus folgenden Mitgliedern zusammen:

1° Der Generalkommissar für Fremdenverkehr der Wallonischen Region;

2° Der Generalinspektor;

3° ein durch den "Conseil supérieur wallon de la Chasse" vorgeschlagener Jäger;

4° ein privater Forstbesitzer und ein durch den "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois" vorgeschlagener Forstwirt;

5° ein Vertreter des "Conseil supérieur wallon de la Nature", der Mitglied einer Naturschutzvereinigung ist;

6° ein Vertreter des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces";

7° ein Vertreter der "Fédération wallonne des concepteurs d'itinéraires balisés";

8° vier Benutzer der markierten Wegstrecken;

9° ein Vertreter des "Office de Promotion du Tourisme" (Amt zur Förderung des Fremdenverkehrs).

Art. 5 - Der Minister ernennt für jeden beratenden Ausschuss die Mitglieder und unter ihnen einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden.

Art. 6 - Unbeschadet der Gutachten, die gemäß Artikel III und IV des vorliegenden Erlasses zu erteilen sind, besteht die Aufgabe der beratenden Ausschüsse darin, dem Minister ein Gutachten zu allen Fragen zu erteilen, die den Verkehr in den Wäldern und Forsten betreffen. Die Ausschüsse werden entweder automatisch, oder auf Anfrage des Ministers mit diesen Fragen beauftragt.

Einmal jährlich erstattet der Forstamtschef vor dem Waldgebietsausschuss, dem er angehört, Bericht über die Politik, die er im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Erlasses und insbesondere des Kapitels V geführt hat. Bei dieser Gelegenheit ist jede in dem betreffenden Waldgebiet gelegene Gemeinde berechtigt, einen Vertreter zu entsenden, um dieser Sitzung beizuwohnen.

Art. 7 - Die Beschlüsse der beratenden Ausschüsse haben Gültigkeit, unabhängig von der Anzahl anwesender Mitglieder.

Die beratenden Ausschüsse sind berechtigt, zu ihren Sitzungen jegliche Person einzuladen, die sie zu einem zur Debatte stehenden Problem anhören möchten.

Art. 8 - Abgesehen von durch außergewöhnliche Umstände gerechtfertigten Ausnahmefällen finden die Sitzungen des Waldgebietsausschusses am Verwaltungssitz des Direktors des Zentrums statt, und jene des Regionalausschusses am Verwaltungssitz des Generalinspektors.

Art. 9 - Die beratenden Ausschüsse verabschieden ihre allgemeine Dienstordnung und legen sie dem Minister zur Genehmigung vor.

Art. 10 - § 1. Die Dauer des Mandats der Mitglieder beläuft sich auf sechs Jahre. Die Mandate sind persönlich und erneuerbar. Im Falle eines vor Ablauf der Mandatsdauer zu besetzenden Mandats führt das neu ernannte Mitglied das Mandat seines Vorgängers zu Ende.

§ 2. Ein Mitglied, das während zwei aufeinanderfolgenden Jahren nicht an den Sitzungen des beratenden Ausschusses, für den er ernannt wurde, teilgenommen hat, gilt automatisch als rücktretend.

Art. 11 - Die Funktionen eines Mitglieds der beratenden Ausschüsse sind unentgeltlich.

Mit Ausnahme der Mitglieder einer öffentlichen Verwaltung haben die Mitglieder der beratenden Ausschüsse und die in Artikel 7, Absatz 2 genannten Personen jedoch ebenfalls Anrecht auf eine Entschädigung für die Fahrtkosten, die zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region erhoben wird. Zu diesem Zweck werden diese Mitglieder Beamten des Dienststranges A6 gleichgestellt.

KAPITEL III. — Die Markierung.

Abschnitt 1. — Permanente Markierung

Art. 12 - Der Antrag zum Anlegen einer permanent angelegten Waldgebietswegstrecke oder einer permanent angelegten gebietsübergreifenden Waldwegstrecke hat folgende Informationen zu beinhalten, unter Gefahr der Unzulässigkeit:

1° wenn es sich bei dem Antragsteller um eine natürliche Person handelt: Name, Vorname und Wohnort; wenn es sich bei dem Antragsteller um eine juristische Person handelt: Benennung oder Gesellschaftszweck, Rechtsform, Anschrift des Gesellschaftssitzes und Eigenschaft des Unterzeichneten des Antrags;

2° eine N.G.I.-Karte im Maßstab 1/10.000, 1/20.000 oder 1/25.000, die die geplante Wegstrecke wiedergibt;

3° die Anzahl der geplanten Markierungen, die technischen Mittel zur Durchführung und Anlegung von Markierungen, sowie deren Standort;

4° eine Kostenberechnung der Durchführung der Wegstrecke;

5° ein Dokument, in dem sich die Besitzer der betroffenen Waldwege mit der geplanten Markierung einverstanden erklären.

6° ein Dokument, in dem sich die betroffenen Waldbesitzer einverstanden erklären, falls die Markierungen an aneinandergrenzende Grundbesitze angebracht werden.

7° ein Dokument, in dem die geplante Aktivität und das Zielpublikum beschrieben werden;

8° ein Dokument, in dem die Art und Weise beschrieben wird, wie die Markierung unterhalten wird;

Art. 13 - § 1. Der Antrag bezüglich einer permanent angelegten Waldwegstrecke wird in dreifacher Ausfertigung bei dem für das Waldgebiet, das die geplante Waldwegstrecke durchquert, verantwortlichen Direktor des Zentrums eingereicht. Innerhalb von zwei Wochen nach Eingang der Antragsakte informiert der Direktor des Zentrums den Antragsteller entweder über die Notwendigkeit, seine Akte unter Gefahr der Unzulässigkeit zu vervollständigen, oder stellt ihm eine Empfangsbestätigung zu und übermittelt dem Waldgebietsausschuß eine Abschrift. Der Waldgebietsausschuß verfügt über eine Frist von sechzig Tagen, um sein Gutachten abzugeben. Er ist berechtigt, jegliche Abänderungen der Strecke vorzuschlagen.

Mangels eines innerhalb dieser Frist eingereichten Gutachtens, führt der Direktor des Zentrums das Verfahren fort und beschließt in allen Fällen innerhalb von 120 Tagen nach Eingang der vollständigen Akte.

§ 2. Der Antragsteller ist berechtigt, gegen den Beschluß des Direktors des Zentrums über den Antrag bezüglich einer permanent angelegten Waldgebietswegstrecke bei dem Generalinspektor eine Klage einzureichen.

Innerhalb von zwanzig Tagen nach Notifizierung des Beschlusses des Direktors des Zentrums wird die Klage dem

Generalinspektor mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief übermittelt.

Der Generalinspektor konsultiert den Regionalausschuß, der seinerseits über eine Frist von dreißig Tagen verfügt, um ein Gutachten abzugeben. Der Generalinspektor beschließt innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang der Klage.

Wird die Klage durch eine juristische Person öffentlichen Rechts eingereicht, beschließt der Minister anstelle des Generalinspektors innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang der Klage bei dem Generalinspektor.

§ 3. Jegliche Antrag bezüglich einer permanent angelegten gebietsübergreifenden Waldwegstrecke wird in sechsfacher Ausfertigung bei dem Generalinspektor eingereicht. Innerhalb von zwei Wochen nach Eingang der Antragsakte informiert der Generalinspektor den Antragsteller entweder über die Notwendigkeit, seine Akte unter Gefahr der Unzulässigkeit zu vervollständigen, oder stellt ihm eine Empfangsbestätigung zu und übermittelt jedem durch die Wegstrecke betroffenen Waldgebietsausschuß eine Abschrift. Die Waldgebietsausschüsse verfügen über eine Frist von sechzig Tagen, um ihre Gutachten abzugeben. Sie sind berechtigt, jegliche Abänderungen der Strecke und der Mittel, diese anzulegen, vorzuschlagen.

Der Generalinspektor übermittelt die Gutachten der betroffenen Waldgebietsausschüsse innerhalb einer Frist von zwei Wochen nach Eingang des letzten Gutachtens gemeinsam mit der Akte an den Regionalausschuß und in allen Fällen spätestens neunzig Tage nach Empfang der vollständigen Akte durch den Generalinspektor.

Der Regionalausschuß verfügt über eine Frist von hundertzwanzig Tagen ab dem Datum, an dem die Akte übermittelt wurde, um dem Generalinspektor sein Gutachten zu übermitteln. Er ist berechtigt, jegliche Abänderungen der Strecke und der Mittel, diese anzulegen, vorzuschlagen.

Mangels eines innerhalb dieser Frist eingereichten Gutachtens, führt der Generalinspektor das Verfahren fort. Er beschließt in allen Fällen innerhalb von 240 Tagen nach Eingang der vollständigen Akte und legt gemäß Artikel 17 die für die Markierung anwendbaren Bestimmungen fest.

§ 4. Der Antragsteller ist berechtigt, gegen den Beschluß des Generalinspektors über den Antrag bezüglich der Markierung einer permanent angelegten gebietsübergreifenden Waldwegstrecke bei dem Minister eine Klage einzureichen.

Innerhalb von zwanzig Tagen nach Notifizierung des Beschlusses des Generalinspektors wird die Klage dem Minister mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief übermittelt.

Der Minister beschließt innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang der Klage.

Abschnitt 2. — Vorübergehend angebrachte Markierung

Art. 14 - Das Anlegen von vorübergehend angelegten gebietsübergreifenden Waldwegstrecken, von vorübergehend angelegten Waldgebietswegstrecken und von vorübergehend angelegten Waldwegstrecken kann durch jegliche Person in allen Wäldern und Forsten gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts beantragt werden.

Art. 15 - Der Antrag zum Anlegen einer vorübergehend angelegten Wegstrecke hat folgende Informationen zu beinhalten, unter Gefahr der Unzulässigkeit.

1° Name und Eigenschaft des Unterzeichneten des Antrags;
 2° eine N.G.I.-Karte im Maßstab 1/10.000, 1/20.000 oder 1/25.000, die die geplante Wegstrecke wiedergibt;
 3° ein Dokument, in dem sich die Besitzer der betroffenen Waldwege mit der geplanten Markierung einverstanden erklären.

4° ein Dokument, in dem sich die betroffenen Waldbesitzer einverstanden erklären, falls die Markierungen an aneinandergrenzende Grundbesitze angebracht werden.

5° ein Dokument, in dem die geplante Aktivität und das Zielpublikum beschrieben werden.

Art. 16 - Der Antrag bezüglich einer vorübergehend angelegten gebietsübergreifenden Waldwegstrecke wird in dreifacher Ausfertigung bei dem Generalinspektor eingereicht. Innerhalb von zwei Wochen nach Eingang der Antragsakte informiert der Generalinspektor den Antragsteller entweder über die Notwendigkeit, seine Akte unter Gefahr der Unzulässigkeit zu vervollständigen, oder stellt ihm eine Empfangsbestätigung zu. Er beschließt innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte über den Antrag und legt gemäß Artikel 18 die für die Markierung anwendbaren Bestimmungen fest.

Der Antrag bezüglich einer vorübergehend angelegten Waldgebietswegstrecke wird in dreifacher Ausfertigung bei dem für das Gebiet, das die geplante Waldwegstrecke durchquert, verantwortlichen Direktor des Zentrums eingereicht. Innerhalb von zwei Wochen nach Eingang der Antragsakte informiert der Direktor des Zentrums den Antragsteller entweder über die Notwendigkeit, seine Akte unter Gefahr der Unzulässigkeit zu vervollständigen, oder stellt ihm eine Empfangsbestätigung zu. Er beschließt innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte über den Antrag und legt gemäß Artikel 18 die für die Markierung anwendbaren Bestimmungen fest.

Der Antrag über eine vorübergehend angelegte lokale Waldwegstrecke wird in dreifacher Ausfertigung bei dem für das Gebiet, das die geplante Waldwegstrecke durchquert, verantwortlichen Forstamtschef eingereicht. Innerhalb von zwei Wochen nach Eingang der Antragsakte informiert der Forstamtschef den Antragsteller entweder über die Notwendigkeit, seine Akte unter Gefahr der Unzulässigkeit zu vervollständigen, oder stellt ihm eine Empfangsbestätigung zu. Er beschließt innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte über den Antrag und legt gemäß Artikel 18 die für die Markierung anwendbaren Bestimmungen fest.

Abschnitt 3. — Das Anbringen von Markierungszeichen

Art. 17 - § 1. Die Markierung einer permanent angelegten Waldgebietswegstrecke oder gebietsübergreifenden Waldwegstrecke kann folgende Markierungszeichen umfassen:

1° Ortskundliche Markierungszeichen an den Stellen, die von wissenschaftlichem, kulturellem und/oder historischem Interesse sind;

2° Vollständige richtungsweisende Markierungszeichen, die auf vollständigen Schildern angebracht werden, an den Stellen, an denen eine Information für den reibungslosen Ablauf der Wanderung unerlässlich erscheint und in jedem Fall am Abgangspunkt der Strecke;

3° Einfache richtungsweisende Markierungszeichen entlang der gesamten Wegstrecke, an den Stellen, wo es unerlässlich erscheint, einen Richtungswechsel anzugeben;

4° Wegweiser, an den Stellen, wo es unerlässlich erscheint, die einzuschlagende Richtung zu bestätigen.

§ 2. Die vollständigen oder einfachen richtungsweisenden Markierungszeichen und die Wegweiser der permanent angelegten Waldgebietswegstrecken oder gebietsübergreifenden Waldwegstrecken werden mit einem der Normzeichen versehen, die die Anlage I des vorliegenden Erlasses bilden.

Andere Normzeichen als jene, die in der Anlage I des vorliegenden Erlasses angeführt werden, können durch den Minister erlaubt werden, wenn sie dazu dienen, eine permanent angelegte Waldgebietswegstrecke zu markieren, deren Verlauf sich nicht ausschließlich in der Wallonischen Region befindet.

Art. 18 - Sieht die Strecke den Verkehr der in Artikel 193 des Forstgesetzbuches angeführten Benutzer auf den Wegen oder den Verkehr der in Artikel 194 des Forstgesetzbuches angeführten Benutzer auf den Wegen und Pfaden vor, umfaßt die Markierung einer vorübergehend angelegten gebietsübergreifenden Waldwegstrecke, Waldgebietswegstrecke oder lokalen Waldwegstrecke für das betreffende Gebiet das Anbringen der in der Anlage II des vorliegenden Erlasses angeführten Markierungszeichen. Diese Markierungszeichen sind bei der Behörde, die die Erlaubnis ausgestellt hat, abzuholen und nach Gebrauch wieder zurückzugeben.

KAPITEL IV. — Rastplätze

Abschnitt 1. — Permanent angelegte Rastplätze

Art. 19 - Das Anlegen von permanent angelegten Rastplätzen kann durch jegliche natürliche oder juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts in allen Wäldern und Forsten gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts beantragt werden.

Art. 20 - § 1. Der Antrag zum Anlegen eines permanent angelegten Rastplatzes wird in dreifacher Ausfertigung bei dem für das Waldgebiet, in dem sich der geplante Rastplatz befindet, verantwortlichen Direktor des Zentrums eingereicht. Er hat unter Gefahr der Unzulässigkeit folgende Informationen zu beinhalten.

1° wenn es sich bei dem Antragsteller um eine natürliche Person handelt: Name, Vorname und Wohnort; wenn es sich bei dem Antragsteller um eine juristische Person handelt: Benennung oder Gesellschaftszweck, Rechtsform, Anschrift des Gesellschaftssitzes und Eigenschaft des Unterzeichneten des Antrags;

2° eine Beschreibung des geplanten Rastplatzes sowie ein Plan, der die Position der bestehenden oder geplanten Infrastrukturen wiedergibt;

- 3° eine Karte im Maßstab 1/10.000, 1/20.000 oder 1/25.000, die den Umkreis des geplanten Rastplatzes angibt;
- 4° die Anzahl und der Standort der geplanten Markierungen;
- 5° eine Kostenberechnung des Anlegens der Markierungszeichen;
- 6° wenn der Antragsteller nicht über ein dingliches Recht an dem Forstgebiet verfügt, auf dem der Rastplatz geplant ist, ein Dokument, in dem sich die Besitzer mit dem Anlegen dieses Platzes einverstanden erklären;
- 7° ein Dokument, in dem die geplante Aktivität und das Zielpublikum beschrieben werden;
- 8° ein Dokument, in dem die Art und Weise beschrieben wird, wie die Markierung unterhalten wird;

§ 2. Innerhalb von zwei Wochen nach Eingang der Antragsakte informiert der Direktor des Zentrums den Antragsteller entweder über die Notwendigkeit, seine Akte unter Gefahr der Unzulässigkeit zu vervollständigen, oder stellt ihm eine Empfangsbestätigung zu und übermittelt dem Waldgebietsausschuß eine Abschrift. Der Waldgebietsausschuß verfügt über eine Frist von sechzig Tagen, um sein Gutachten abzugeben. Er ist berechtigt, jegliche Abänderungen des vorgeschlagenen Umkreises vorzuschlagen.

§ 3. Handelt es sich um für die Aufnahme von Wanderern und für das zeitweilige Abstellen von Fahrzeugen vorgesehene Plätze, führt der Direktor mangels eines innerhalb dieser Frist von sechzig Tagen eingereichten Gutachtens des Waldgebietsausschusses das Verfahren fort. Er beschließt in allen Fällen innerhalb von hundertzwanzig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte und legt gemäß Artikel 23 die für die Markierung anwendbaren Bestimmungen fest.

Handelt es sich um anders genutzte Rastplätze, führt der Direktor mangels eines innerhalb dieser Frist von sechzig Tagen eingereichten Gutachtens des Waldgebietsausschusses das Verfahren fort und leitet die Akte unverzüglich an den Minister weiter, der innerhalb von hundertzwanzig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte beschließt und gemäß Artikel 23 die für die Markierung anwendbaren Bestimmungen festlegt.

Abschnitt 2. — Vorübergehend angelegte Rastplätze

Art. 21 - Das Anlegen von vorübergehend angelegten Rastplätzen kann durch jegliche Person in allen Wäldern und Forsten gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts beantragt werden.

Art. 22 - Der Antrag bezüglich der Schaffung eines vorübergehend angelegten Rastplatzes wird in dreifacher Ausfertigung bei dem für das Gebiet, auf dem sich der geplante Platz befinden wird, verantwortlichen Forstamtchef eingereicht. Der Antrag umfaßt die in Artikel 20, § 1, angeführten Angaben.

Innerhalb von zwei Wochen nach Eingang der Antragsakte informiert der Forstamtchef den Antragsteller entweder über die Notwendigkeit, seine Akte unter Gefahr der Unzulässigkeit zu vervollständigen, oder stellt ihm eine Empfangsbestätigung zu. Er beschließt innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte über den Antrag zur Schaffung eines für die Aufnahme von Wanderern vorgesehenen Rastplatzes und legt gemäß Artikel 23 die für die Markierung anwendbaren Bestimmungen fest.

Der Minister beschließt über die Anträge bezüglich aller anderen Rastplätze innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte und legt gemäß Artikel 23 die für die Markierung anwendbaren Bestimmungen fest.

Abschnitt 3. — Die Markierung der Rastplätze

Art. 23 - Die Rastplätze werden mit den Schildern markiert, die in der Anlage III des vorliegenden Erlasses festgelegt werden.

KAPITEL V. — Die Einschränkung und das Untersagen des Verkehrs in den Wäldern und Forsten

Abschnitt 1. — Allgemeines

Art. 24 - Gemäß Artikel 188 des Forstgesetzbuches kann aus folgenden Gründen der Verkehr jeglicher Person oder bestimmter Personenkategorien in den Wäldern und Forsten untersagt oder eingeschränkt werden:

- 1° die Aufrechterhaltung des Verkehrs stellt aufgrund der Ausübung des Jagdrechts eine Gefahr für das Leben der Personen dar;
- 2° die Aufrechterhaltung des Verkehrs stellt aufgrund der Durchführung von Arbeiten im Rahmen der Wald- und Forstverwaltung eine Gefahr für das Leben der Personen dar;
- 3° die Aufrechterhaltung des Verkehrs stellt aufgrund der Feuergefahr eine Gefahr für das Leben der Personen und die Erhaltung der Wälder und Forste dar;
- 4° die Aufrechterhaltung des Verkehrs stellt eine deutlich schädliche Bedrohung für die gemäß dem Königlichen Erlaß vom 16. Februar 1976 bezüglich der Schutzmaßnahmen zugunsten bestimmter wildwachsender Pflanzenarten unter Schutz gestellten botanischen Arten während der Blütezeit dar;
- 5° die Aufrechterhaltung des Verkehrs stellt eine deutlich schädliche Bedrohung für die in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994 über den Schutz der Vogelarten in der Wallonischen Region angeführten wilden Vogelarten oder für wilde Säugetiere während ihrer Fortpflanzungs- oder Brutzeit dar;
- 6° die Aufrechterhaltung des Verkehrs läuft Gefahr, die Durchführung bestimmter Aktivitäten des Fremdenverkehrs schwerwiegend zu stören;
- 7° die Aufrechterhaltung des Verkehrs läuft Gefahr, die Durchführung bestimmter Fischereiaktivitäten schwerwiegend zu stören;

Art. 25 - Die Maßnahme zur Untersagung oder Einschränkung des Verkehrs wird auf den Zeitraum beschränkt, der strikt notwendig ist, um den Schutz der in Artikel 24 angeführten Gründe, welche die Verabschiedung dieser Maßnahme rechtfertigen, zu gewährleisten.

Art. 26 - Die Maßnahmen zur Einschränkung und Untersagung können auf jegliche Person ausgedehnt werden, mit Ausnahme der Personen, für die der Verkehr einerseits unerlässlich ist und andererseits in direkter Verbindung mit dem Grund steht, der der Maßnahme zur Einschränkung oder Untersagung zugrundeliegt. Sie können ebenfalls auf bestimmte Personenkategorien beschränkt werden, wie z.B. Wanderer, Radfahrer, Skiläufer, Zug-, Last- und Reittierführer und die Fahrer von Kraftfahrzeugen.

Abschnitt 2. — Untersagung oder Einschränkung des Verkehrs aufgrund des Antrags einer Person, die nicht dem Ministerium oder der Verwaltung angehört

Art. 27 - § 1. Jegliche natürliche oder juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts, die eine Interesse nachweisen kann, kann die Untersagung oder Einschränkung des Verkehrs in den Wäldern und Forsten aus einem der in Artikel 24, 1° bis 3°, 6° und 7° angeführten Gründe beantragen.

Der Antrag zur Untersagung oder Einschränkung wird dem für das Gebiet, für das die Untersagung oder Einschränkung beantragt wird, zuständigen Forstamtchef in dreifacher Ausfertigung übermittelt. Der Antrag enthält die in § 3 des vorliegenden Artikels angeführten Angaben.

Innerhalb von zwei Wochen nach Eingang der Antragsakte informiert der Forstamtchef den Antragsteller entweder über die Notwendigkeit, seine Akte unter Gefahr der Unzulässigkeit zu vervollständigen, oder stellt ihm eine Empfangsbestätigung zu.

§ 2. In den nachstehend angeführten Fällen beschließt der Minister innerhalb von fünfzig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte:

— der Antrag überschreitet einen Zeitraum der Untersagung und der Einschränkung des Verkehrs von drei Tagen, während denen die Treibjagd aus dem in Artikel 24, 1°, angeführten Grund durchgeführt wird, wenn dieser in Verbindung zu der Durchführung einer Treibjagd steht;

— der Antrag überschreitet einen Zeitraum der Untersagung und der Einschränkung des Verkehrs von zwei Stunden vor und nach dem Sonnenuntergang und einen Zeitraum von zwei Stunden vor bis zwei Stunden nach dem Sonnenaufgang aus dem in Artikel 24, 1°, angeführten Grund, wenn dieser in Verbindung zu der Durchführung einer Ansitzjagd steht;

— der Antrag überschreitet einen Zeitraum der Untersagung und der Einschränkung des Verkehrs von sieben Tagen aus den in Artikel 24, 2° und 3°, angeführten Gründen;

— der Antrag überschreitet einen Zeitraum der Untersagung und der Einschränkung des Verkehrs von zwei Tagen aus dem in Artikel 24, 6°, angeführten Grund;

— der Antrag überschreitet einen Zeitraum von einem Tag aus dem in Artikel 24, 7°, angeführten Grund;

In allen anderen Fällen beschließt der Forstamtchef innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte.

Die Anträge sind jeweils spätestens achtzig, bzw. vierzig Tage vor dem Datum der Durchführung der beantragten Maßnahme einzureichen.

§ 3. Der Antrag auf Untersagung oder Einschränkung des Verkehrs in den Wäldern und Forsten beinhaltet unter Gefahr der Unzulässigkeit folgende Angaben:

1° wenn es sich bei dem Antragsteller um eine natürliche Person handelt: Name, Vorname und Wohnort; wenn es sich bei dem Antragsteller um eine juristische Person handelt: Benennung oder Gesellschaftszweck, Rechtsform, Anschrift des Gesellschaftssitzes und Eigenschaft des Unterzeichneten des Antrags;

2° der Name der betroffenen Gemeinde und des betroffenen Forstes;

3° der Grund des Antrags;

4° die durch die Untersagung oder die Einschränkung des Verkehrs betroffenen Tage;

5° eine N.G.I.-Karte im Maßstab 1/10.000, 1/20.000 oder 1/25.000, die den Umriß des von der Untersagung oder der Einschränkung des Verkehrs betroffenen Gebiets wiedergibt.

Abschnitt 3. — Untersagung oder Einschränkung des Verkehrs auf Initiative des Ministers oder der Verwaltung

Art. 28 - Der Minister oder der Forstamtchef sind berechtigt, auf Eigeninitiative aus den in Artikel 24, 3°, 4° und 5°, genannten Gründen eine Maßnahme zur Einschränkung oder Untersagung zu erlassen.

Wird die Maßnahme durch den Forstamtchef erlassen, darf sie in keinem Fall folgende Fristen überschreiten:

— sieben Tage aus den in Artikel 24, 3°, genannten Gründen;

— sechzig Tage aus den in Artikel 24, 4° und 5°, genannten Gründen;

Abschnitt 4. — Information über die Untersagungs- oder Einschränkungsmaßnahmen

Art. 29 - Die Einschränkung oder die Untersagung des Verkehrs aus den in den Absätzen 1° und 2°, 3°, 4° und 5°, 6° und 7° von Artikel 24 genannten Gründen wird jeweils durch ein in der Anlage IV, A, B, C, D des vorliegenden Erlases angeführtes Schild angekündigt.

Art. 30 - § 1. Die Schilder werden spätestens 48 Stunden vor dem Inkrafttreten der Maßnahme angebracht. Die Schilder, die eine Maßnahme ankündigen, die aufgrund der in Artikel 24, 3°, 4° und 5°, angeführten Gründe erlassen wurde, können jedoch im Laufe der 48 Stunden vor dem Inkrafttreten der Maßnahme angebracht werden, wenn bei der Durchführung dieser Maßnahme keinerlei Verspätung entstehen darf.

An dem Ort, an dem die Maßnahme anwendbar ist, muß ein Schild an jeder Seite des betreffenden Weges angebracht werden. Andere Schilder müssen ggf. an den Stellen angebracht werden, wo der Weg, der Gegenstand einer Einschränkung oder Untersagung ist, in den Wald oder den Forst führt. In diesem Fall geben sie die Entfernung an, die bis zu der Stelle des Weges, an der die Einschränkung oder die Untersagung in Kraft tritt, zurückzulegen bleibt.

Die Schilder sind so anzubringen, daß sie einfach zu lesen sind, in einer Höhe von 2m50, falls notwendig mit Hilfe eines Pfahls. Sie sind während der gesamten Dauer der Maßnahme in einem guten Sichtbarkeits- und Lesbarkeitszustand zu halten.

Die Schilder werden spätestens 24 Stunden nach Ablauf der Anwendung der Maßnahme entfernt.

§ 2. Das Schild umfaßt folgende Informationen:

— der Ort, an dem die Maßnahme anwendbar ist;

— Beginn und Ende der Anwendungsdauer der Maßnahme;

— Nummer des Beschlusses.

§ 3. Wird die Maßnahme aus einem der in Artikel 24, 1°, 6° und 7°, angeführten Gründe erlassen, werden die Schilder gemäß den durch den Minister oder den Forstamtchef festgelegten Vorschriften von jenen Personen, die die Verabschiedung der genannten Maßnahme beantragt haben, angebracht und entfernt und zwar zu deren Kosten.

Art. 31 - Spätestens innerhalb von acht Tagen vor der Anwendung der Maßnahme übermittelt der Forstamtchef der Gemeinde, auf deren Gebiet die Maßnahme anwendbar ist, eine Abschrift des Beschlusses, damit die Gemeindebehörden unmittelbar eine Abschrift dieses Beschlusses am Anschlagbrett anbringen können. Die genannte Abschrift wird ebenfalls dem Direktor des Zentrums übermittelt.

Der Forstamtchef informiert innerhalb derselben Frist jegliche Person, die ihn über die Durchführung einer Aktivität auf diesem Gebiet informiert hätte, sowie den oder die Verantwortlichen der betroffenen markierten Wegstrecken.

Art. 32 - § 1. Wirkt sich die Maßnahme auf den Verkehr auf einer gemäß Artikel 12 und 13 des vorliegenden Erlasses bestimmten permanent angelegten Waldwegstrecke aus, ist ein Informationsplakat am Abgangspunkt der Strecke anzubringen, oder ggf. an der in dem Beschluss festgelegten Stelle.

Dieses Plakat umfaßt folgende Informationen:

- die Anwendungsdauer der Maßnahme;
- eine N.G.I.-Karte im Maßstab 1/10.000, 1/20.000 oder 1/25.000, die die durch die Maßnahme betroffene Wegstrecke wiedergibt;
- die Nummer des Beschlusses;
- die Umgehungsstrecke, durch die der Verkehr eingeschränkt oder untersagt ist, zu umgehen ist, wenn eine derartige Strecke möglich ist.

§ 2. Wirkt sich die Maßnahme auf den Verkehr auf einer gemäß Artikel 12 und 13 markierten Wegstrecke aus, sind der Minister oder der Forstamtchef berechtigt, das Beschildern einer Umgehungsstrecke zu verlangen, die mit einem in der Anlage I des vorliegenden Erlasses festgelegten vorübergehenden Umgehungszeichen markiert wird. Diese Markierung wird gemäß dem auf die Einrichtung einer vorübergehend angelegten lokalen Waldwegstrecke anwendbaren Verfahren angebracht.

KAPITEL VI. — Zugang für Radfahrer, Skifahrer, Zug-, Last- und Reittierführer zu den Pfaden und Zugang für Fahrer von Kraftfahrzeugen zu den Wegen

Art. 33 - Der Verkehr der Radfahrer, Skifahrer und Zug-, Last- und Reittierführer auf den Pfaden und nicht zu diesem Zweck markierten Rastplätzen und der Verkehr der Kraftfahrzeuge auf den Wegen, Pfaden und nicht zu diesem Zweck markierten Rastplätzen kann aus den in Artikel 193, Absatz 2, und Artikel 194, Absatz 2 des Forstgesetzbuches angeführten Gründen durch den Forstamtchef genehmigt werden, wenn der Antrag ausschließlich den Zugang zu Wegen betrifft, die sich auf dem Gebiet eines einzigen Forstamtes befinden. Betrifft der Antrag den Zugang zu Wegen, die sich auf dem Gebiet mehrerer Forstämter befinden, kann der genannte Verkehr durch den Direktor des Zentrums genehmigt werden.

Diese Genehmigung kann nur einzelnen Personen ausgestellt werden und hat eine Gültigkeitsdauer von drei Jahren. Sie ist erneuerbar.

Art. 34 - Die Eigentümer von in den Wäldern und Forsten gelegenen Grundstücken, die übrigen Inhaber dinglicher oder persönlicher Rechte, die sich auf die betreffenden Güter beziehen, sowie die Personen, die befugt sind, eine Verwaltungsaktivität auszuüben, erhalten die Erlaubnis, die Pfade mit Fahrrädern, Ski oder mit Zug-, Last- und Reittieren zu benutzen, und die Wege und Pfade mit Kraftfahrzeugen zu befahren, um zu ihrem Besitz zu gelangen, oder zu dem Ort, an dem sie ihre Verwaltungsaktivität ausüben müssen.

KAPITEL VI. — Abschlußbestimmungen

Art. 35 - Das Anbringen eines Platzschildes oder jeglichen Schildes zur Einschränkung oder Untersagung, das eine Ähnlichkeit mit den durch den vorliegenden Erlaß geregelten Schildern aufweist, wird mit einer Strafe von 50 BEF belegt.

Art. 36 - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses angelegten Wegstrecken und angebrachten Markierungen können bis zum 31. Dezember 2000 aufrechterhalten werden.

Namur, den 29. Februar 1996.

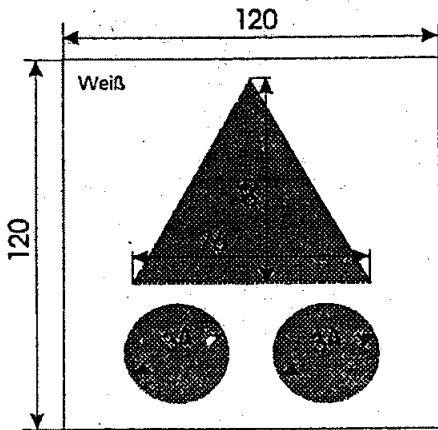
Der minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage I

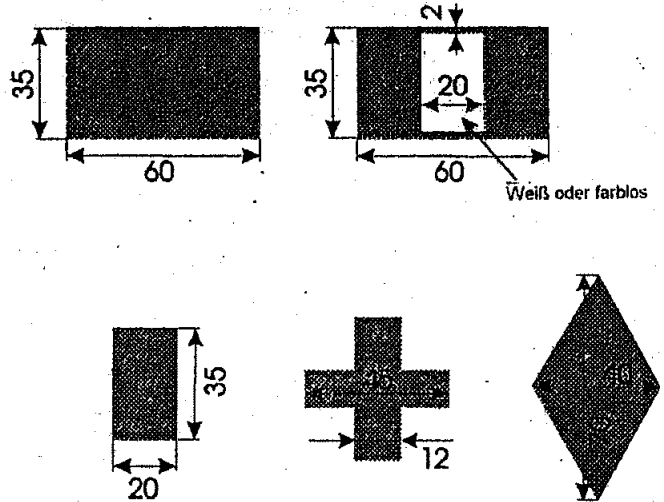
Normzeichen für die vollständigen richtungweisenden Markierungszeichen, einfachen richtungweisenden Markierungszeichen und die Wegweiser der permanent angelegten gebietsübergreifenden Waldwegstrecken oder Waldgebietswegstrecken.

Zeichen für Radfahrer



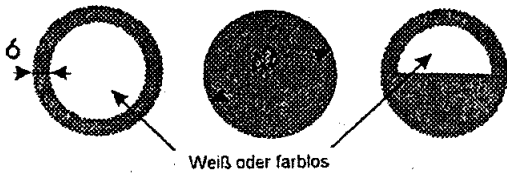
Farben rot, gelb, blau, grün

Zeichen für Wanderer



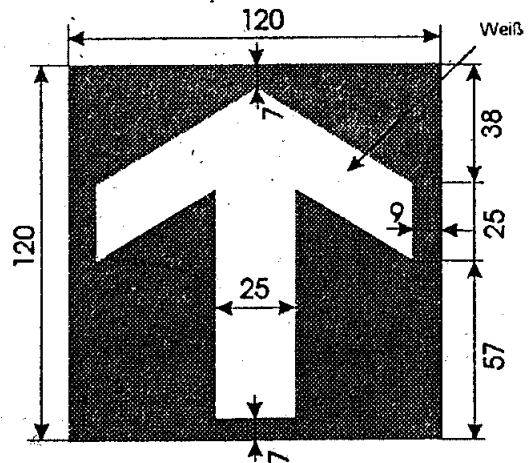
Farben: rot, gelb, blau, grün

Zeichen für Reiter



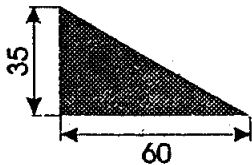
Farben rot, gelb, blau, grün außer die volle Scheibe
Nur gelb, blau, grün

Zeichen für Skilangläufer
(Farbe je nach Länge der Piste)



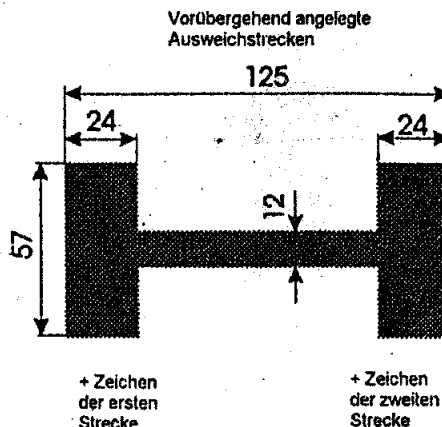
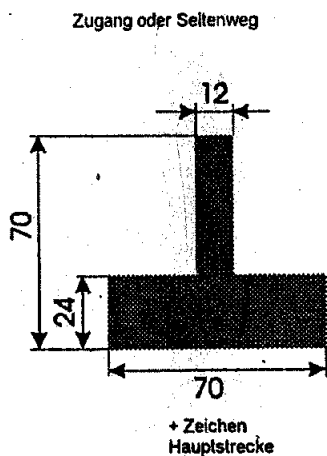
Farben rot, gelb, blau, grün und schwarz

Zeichen für "alle nicht motorisierten Benutzer"

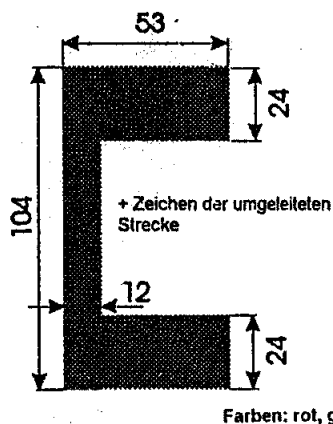


Farben rot, gelb, blau, grün

Ergänzende Zeichen



Verbindung zwischen verschiedenen Strecken



Farben: rot, gelb, blau, grün

«Le Gouvernement wallon reconnaît deux types de support de balises : d'une part, les supports existants, qu'ils soient végétaux ou autres ; les balises y sont peintes, clouées, collées ou cerclées ; d'autre part, les supports spécifiques implantés sur lesquels les balises sont attachées.

Il est reconnu au concepteur le libre choix du type de support ainsi que de la technique d'attache au support, pour autant que cette dernière soit en conformité stricte avec le cahier des normes.

La balise dérogatoire d'accès aux chemins par les véhicules à moteur pour raisons utilitaires se présente sous la forme d'un panneau carré, de 0,40 m de côté.

Les signes normalisés des véhicules à moteur sont en blanc sur fond bleu.»

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 29. Februar 1996 zur Durchführung der Artikel 186bis, 188, 193, 194, 196 und 197 des Titels XIV des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. Februar 1996.

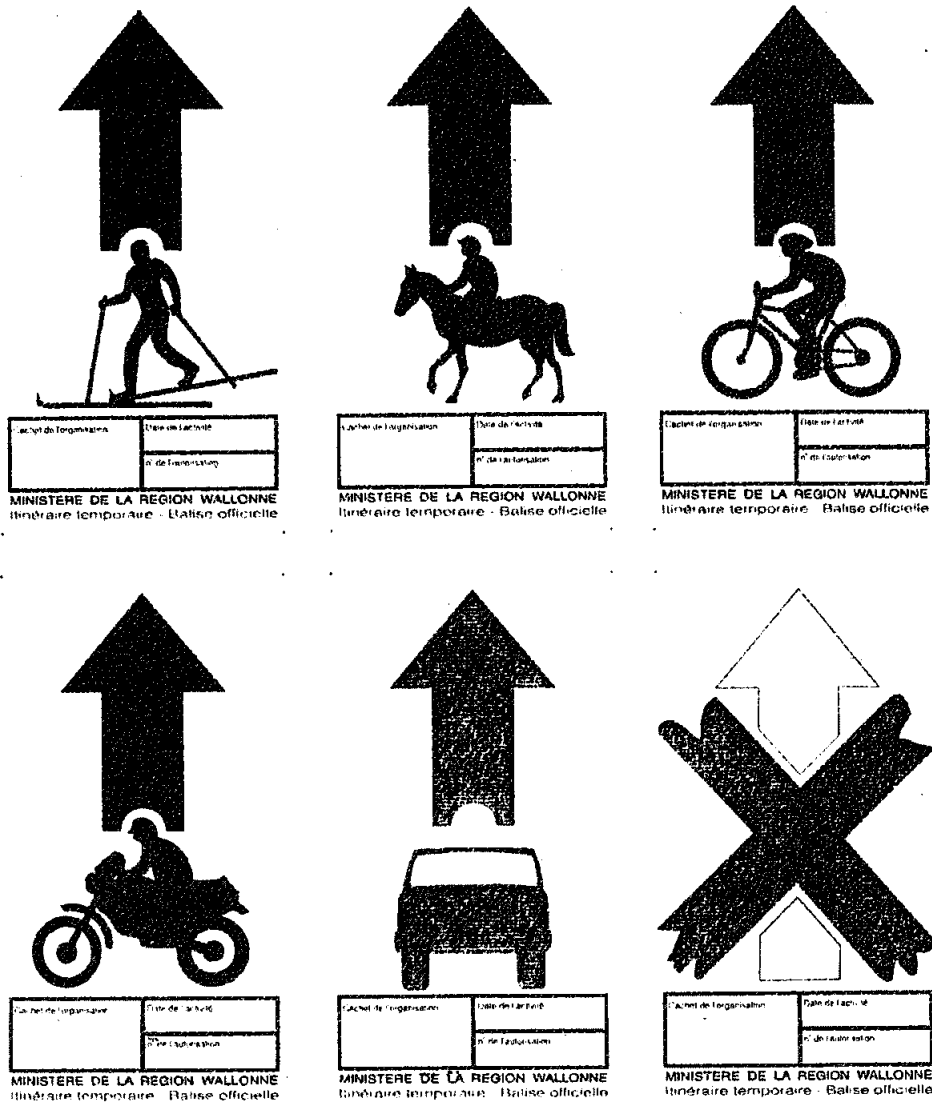
Der Minister-Vorsitzende der wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB,
dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft

G. LUTGEN

Normzeichen für die Markierung der vorübergehend angelegten Wegstrecken.
Namur, den 29. Februar 1996



Abmessungen eines Plakats: (256 x 133) mm
 Farben der Pfeile und Piktogramme: rot, gelb, blau, grün
 Einrahmungen: Linien und Text in schwarz
 Für den Skilanglauf zusätzlich schwarz
 Ausnahme: der durchgestrichene Pfeil ist immer grau und das Kreuz rot

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 29. Februar 1996 zur Durchführung der Artikel 186bis, 188, 193, 194, 196 und 197 des Titels XIV des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 29. Februar 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB,
 dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON


Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft

G. LUTGEN

Anlage III

Schilder für die Waldrastplätze.

WALDRASTPLATZ
Zugänglich für:

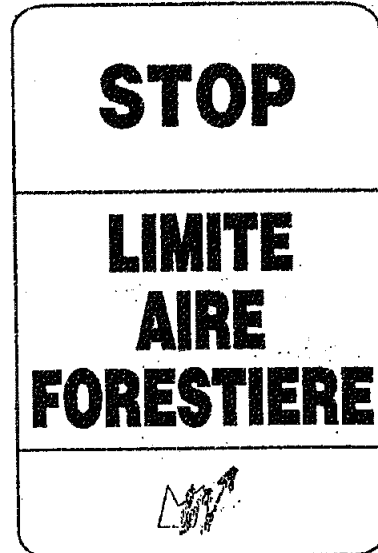
AIRE FORESTIERE 			
OUVERT A :			

Abmessungen des Schildes (600 x 400) mm

Verfügbare Piktogramme :



STOP
GRENZE DES
WALDRASTPLATZES



Abmessungen des Plakats (600 x 400) mm

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 29. Februar 1996 zur Durchführung der Artikel 186bis, 188, 193, 194, 196 und 197 des Titels XIV des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. Februar 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB,
dem Tourismus und dem Erbe,

R COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft

G LUTGEN

Verbotsschilder.

A	A	A
<p>POUR VOTRE SECURITE </p> <p>BATTUES</p> <p>MINISTERE DE LA REGION WALLONNE</p> <p>Discipline n° _____</p> <p>Responsable signalisation: TAI</p> <p>Responsable surveillance: TAI</p>	<p>POUR VOTRE SECURITE </p> <p>AFFÛT</p> <p>MINISTERE DE LA REGION WALLONNE</p> <p>Discipline n° _____</p> <p>Responsable signalisation: TAI</p> <p>Responsable surveillance: TAI</p>	<p>POUR VOTRE SECURITE </p> <p>DANGER</p> <p>MINISTERE DE LA REGION WALLONNE</p> <p>Discipline n° _____</p> <p>Responsable signalisation: TAI</p> <p>Responsable surveillance: TAI</p>
A	A	A
<p>JAGD Durchgang verboten</p> <p>FÜR IHRE SICHERHEIT TREIBJAGD Ministerium der Wallonischen Region</p>	<p>JAGD Durchgang verboten VOM BIS ZUM ZWISCHEN UND UHR ZWISCHEN UND UHR</p> <p>FÜR IHRE SICHERHEIT ANSITZJAGD Ministerium der Wallonischen Region</p>	<p>ARBEITEN Durchgang verboten</p> <p>FÜR IHRE SICHERHEIT GEFAHR Ministerium der Wallonischen Region</p>

Abmessungen des Plakats (385 x 185) mm

Verbotsschilder.

B

C

D

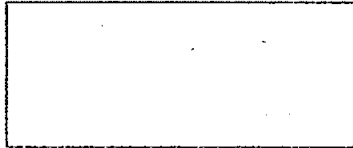

**RISQUE D'INCENDIE
PASSAGE INTERDIT**





POUR LA NATURE 
DANGER

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE
Arrêté de Règlement wallon du
Décision n°
Responsable signalation Tél.
Responsable surveillance Tél.



**CONSERVATION DE LA NATURE
PASSAGE INTERDIT**





POUR LA 
SAUVEGARDE

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE
Arrêté de Règlement wallon du
Décision n°
Responsable signalation Tél.
Responsable surveillance Tél.

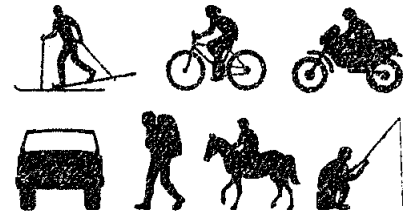
**PASSAGE INTERDIT
EXCEPTÉ**

POUR VOTRE BIEN 
ET VOTRE SÉCURITÉ

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE
Arrêté de Règlement wallon du
Décision n°
Responsable signalation Tél.
Responsable surveillance Tél.

Abmessungen des Plakats (385 x 185) mm



B

C

D

BRANDGEFAHR
DURCHGANG VERBOTEN

NATURSCHUTZ
DURCHGANG VERBOTEN

DURCHGANG VERBOTEN
AUSSER

FÜR DIE NATUR
NATUR

FÜR DIE ERHALTUNG
IHRE SICHERHEIT

FÜR IHR WOHL UND DER

Ministerium der Wallonischen

Region Ministerium der Wallonischen Region

Ministerium der Wallonischen Region

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Februar 1996 zur Durchführung der Artikel 186bis, 188, 193, 194, 196 und 197 des Titels XIV des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. Februar 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB,
dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft

G LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

[C - 27182]

N. 96 - 822

**29 FEBRUARI 1996. — Besluit van de Waalse Regering
tot uitvoering van artikelen 186bis, 188, 193, 194, 196 en 197 van Titel XIV
van de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, zoals het laatst gewijzigd bij het decreet van 16 februari 1995, inzonderheid op artikelen 186bis, 188, 193, 194, 196 en 197 ervan;

Gelet op de wet van 6 maart 1818 omtrent de straffen tegen de overtreders van algemeene verordeningen uit te spreken of bij provinciale of plaatselijke reglementen vast te stellen;

Gelet op het akkoord afgesloten met de Duitstalige Regering krachtens artikel 92ter van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Bossen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- Minister : de Minister bevoegd voor Bossen;
- Bestuur : de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;
- Inspecteur-generaal : de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;
- Centrumdirecteur : Directeur bij de Afdeling Natuur en Bossen van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, aangesteld bij een coördinerend territoriaal district van drie tot zes houtvesterijen;
- Houtvester : eerste attaché of attaché bij de Afdeling Natuur en Bossen van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, aangesteld bij een territoriaal district voor beheer en ontwerp van drie tot zes brigades;
- "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois" (Waalse Hoge Raad van de Bossen en de "Houtfilière") : Raad ingesteld krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot instelling van een "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois" (Waalse Hoge Raad van de Bossen en de "Houtfilière");
- "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad) : Raad ingesteld krachtens artikel 1, § 2, van de jachtwet van 28 februari 1882;
- "Conseil supérieur wallon de la Nature" (Waalse Hoge Raad van de Natuur) : Raad ingesteld krachtens artikel 32 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;
- Vaste route door bosgroeperingen : bewegwijzerde route voor een periode van meer dan tien dagen die het grondgebied van meerdere bosgroeperingen doorkruist;
- Vaste route door een bosgroepering : bewegwijzerde route voor een periode van meer dan tien dagen die het grondgebied van éénzelfde bosgroepering doorkruist;
- Tijdelijke route door bosgroeperingen : bewegwijzerde route voor een periode korter dan elf dagen die het grondgebied van meerdere bosgroeperingen doorkruist;
- Tijdelijke route door een bosgroepering : bewegwijzerde route voor een periode korter dan elf dagen die het grondgebied van meerdere houtvesterijen doorkruist, doch het grondgebied van een bosgroepering niet overschrijdt;
- Tijdelijk plaatselijke route : bewegwijzerde route voor een periode korter dan elf dagen die het grondgebied van een houtvesterij doorkruist;
- Vaste plaats : afgebakende plaats voor een periode van meer dan tien dagen;
- Tijdelijke plaats : afgebakende plaats voor een periode korter dan elf dagen;
- Bewegwijzering : het plaatsen op regelmatige afstand, in bossen en wouden, van tekens bestemd om het verkeer te bevorderen of toe te laten op een van de wegen of in een van de plaatsen bedoeld in artikel 185 van het Boswetboek overeenkomstig een bepaalde route of gebied; het plaatsen van tekens vervaardigd met rechtstreeks in de natuur opgenomen materieel of met kalkhoudend produkt dat snel wordt verdund door regen, wordt niet als bewegwijzering beschouwd;
- Wegwijzers : alle samenstellende elementen van de bewegwijzering;
- Bord met toponymische informatie : bord met geschiedkundige, esthetische, wetenschappelijke en kulturele informatie langs een bewegwijzerde route;
- Compleet richtingsbord : richtingsbord met een standaardteken dat als doel heeft een volledige informatie te geven over de aard en de lengte van de bewegwijzerde route, met ten minste de aanduiding van de naam van de route en haar doelstelling;
- Gewoon richtingsbord : richtingsbord met een standaardteken voor de aanduiding van de verandering van richting;
- Baak : wegwijzer met een standaardteken ter herinnering aan of ter bevestiging van de te nemen richting;
- Standaardteken : kenmerkend logo aangebracht op de wegwijzer of de baak, zoals omschreven in bijlage I bij dit besluit;
- Boswetboek : wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 16 februari 1995.

HOOFDSTUK II. — *Bosgroeperingen en adviescommissies*

Art. 2. Het grondgebied van het Waalse Gewest is verdeeld in bosgroeperingen. Elke bosgroepering stemt overeen met het ambtsgebied van een centrumdirecteur.

Art. 3. Er wordt een adviescommissie voor het ambtsgebied van elke bosgroepering opgericht, bosgroeperingscommissie genaamd, die ten minste één keer per trimester bijeenkomt.

Zij bestaat uit :

1. de houtvesters van wie het ambtsgebied deeluitmaakt van het gebied van de bosgroepering;
2. twee vertegenwoordigers voorgedragen door de commissaris-generaal voor toerisme van het Waalse Gewest; wat de bosgroeperingscommissie van Malmedy betreft, een vertegenwoordiger voorgedragen door de commissaris-generaal voor toerisme van het Waalse Gewest en een vertegenwoordiger voorgedragen door de voor toerisme bevoegde Minister van de Duitstalige Gemeenschap;
3. een vertegenwoordiger van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces" (Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest);
4. een jager voorgedragen door de "Conseil supérieur wallon de la Chasse";
5. een privé-boseigenaar en een bosuitbater voorgedragen door de "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois";
6. een vertegenwoordiger van de "Conseil supérieur wallon de la Nature", die lid is van een vereniging voor natuurbehoud;
7. een vertegenwoordiger van de "Fédération wallonne des concepteurs d'itinéraires balisés" (Waalse Federatie van de ontwerpers van bewegwijzerde routes);
8. vier gebruikers van bewegwijzerde routes.

De in punten 2° tot 8° van dit artikel bedoelde personen moeten in een van de gemeenten wonen, die deeluitmaken van de bosgroepering.

De gemeenten waarvan het ambtsgebied doorkruist wordt door de geplande route of plaats kunnen bij deze gelegenheid zich tijdens de vergaderingen laten vertegenwoordigen door drie personen die beschikken over het spreek- en antwoordrecht.

Art. 4. Er wordt een adviescommissie voor alle bossen en wouden van het Waalse Gewest opgericht, gewestelijke commissie genaamd, die ten minste één keer per trimester bijeenkomt. Zij bestaat uit :

1. de commissaris-generaal voor toerisme van het Waalse Gewest;
2. de inspecteur-generaal;
3. een jager voorgedragen door de "Conseil supérieur wallon de la Chasse";
4. een privé-boseigenaar en een bosuitbater voorgedragen door de "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois";
5. een vertegenwoordiger van de "Conseil supérieur wallon de la Nature", die lid is van een vereniging voor natuurbehoud;
6. een vertegenwoordiger van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces";
7. één vertegenwoordiger van de "Fédération wallonne des concepteurs d'itinéraires balisés";
8. vier gebruikers van bewegwijzerde routes;
9. een vertegenwoordiger van de "Office de Promotion du Tourisme" (Dienst voor de bevordering van toerisme).

Art. 5. Voor elke adviescommissie worden de leden alsmede een voorzitter en een ondervoorzitter onder hen benoemd.

Art. 6. Onverminderd de uit te brengen adviezen krachtens hoofdstukken III en IV van dit besluit hebben de adviescommissies als opdracht de Minister te adviseren in verband met alle vragen betreffende het verkeer in bossen en wouden. Zij nemen kennis van deze vragen hetzij van ambtswege, hetzij op verzoek van de Minister.

Eens per jaar legt de houtvester het krachtens dit besluit, inzonderheid op hoofdstuk V, gevoerde beleid uit aan de bosgroepering waarvan hij deel uitmaakt. Bij deze gelegenheid kan elke gemeente, die zich in de betrokken bosgroepering bevindt, zich er laten vertegenwoordigen.

Art. 7. De adviescommissies beraadslagen op een geldige wijze ongeacht het aantal aanwezige leden.

De adviescommissies hebben het recht iedereen op hun vergaderingen uit te nodigen, die zij wensen te horen i.v.m. met de besproken vraagstukken.

Art. 8. Behoudens uitzondering gerechtvaardigd door buitengewone omstandigheden vergaderen de bosgroeperingscommissies op de administratieve zetel van de centrumdirecteur en de gewestelijke commissie op de administratieve zetel van de inspecteur-generaal.

Art. 9. De adviescommissies stellen hun huishoudelijk reglement op en leggen het ter goedkeuring voor aan de Minister.

Art. 10. § 1. De mandaten van de leden duren zes jaar. De mandaten zijn persoonlijk en hernieuwbaar. In geval van vacantverklaring voor het einde van een mandaat beëindigt het nieuw aangesteld lid het mandaat van zijn voorganger.

§ 2. Een lid dat de vergaderingen van de adviescommissie waar het benoemd is, niet bijgewoond heeft tijdens twee opeenvolgende jaren wordt ambtshalve beschouwd als ontslagnemend.

Art. 11. Het ambt van lid van de adviescommissies is niet bezoldigd.

Behalve de leden van een openbaar bestuur hebben de leden van de adviescommissies en de in artikel 7, 2e lid, bedoelde personen echter recht op de vergoeding voor reiskosten ten laste van de begroting van het Waalse Gewest. Daartoe worden deze leden gelijkgesteld met ambtenaren van rang A6.

HOOFDSTUK III. — *Bewegwijzering**Afdeling 1. — Vaste bewegwijzering*

Art. 12. De aanvraag tot inrichting van een vaste route door een bosgroepering of een vaste route door bosgroeperingen bevat volgende gegevens op straffe van niet-ontvankelijkheid :

1. indien de aanvrager een natuurlijke persoon is, zijn naam, voornaam en adres; indien hij een rechtspersoon is, zijn benaming of firma-naam, zijn rechtsvorm, het adres van zijn maatschappelijke zetel alsook de bevoegdheid van de ondertekenaar van de aanvraag;
2. een N.G.I.-kaart op schaal van 1/10.000, 1/20.000 of 1/25.000, met aanduiding van het geplande tracé;
3. het aantal geplande wegwijzers, de technische middelen voor de uitvoering en de plaatsing van de wegwijzers en hun plaats;
4. een raming van de kosten van de aanleg van de route;
5. een document waarbij de eigenaars van de betrokkene boswegen instemmen met de geplande bewegwijzering;
6. een document waarbij de betrokkene boscigenaars instemmen indien wegwijzers geplaatst worden op aanpalende eigendommen;
7. voorziene activiteit en het verwachte publiek;
8. een document waarin beschreven wordt hoe de bewegwijzering zal worden onderhouden.

Art. 13. § 1. De aanvraag voor iedere vaste route door een bosgroepering wordt in drie exemplaren ingediend bij de centrumdirecteur verantwoordelijk voor de bosgroepering waardoor de voorgestelde route zal lopen. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier geeft de centrumdirecteur kennis aan de aanvrager dat het noodzakelijk is zijn dossier aan te vullen op straffe van niet-ontvankelijkheid of zendt hij een ontvangstbewijs en doet een kopie van het dossier aan de bosgroeperingscommissie toekomen. De bosgroeperingscommissie beschikt over een termijn van zestig dagen om haar advies te geven. Zij kan elke wijziging aan de route voorstellen.

Indien er geen advies gegeven is binnen deze termijn wordt de onderzoekprocedure doorgezet door de centrumdirecteur die in ieder geval een beslissing neemt binnen honderd twintig dagen vanaf de ontvangst van het volledig dossier.

§ 2. De aanvrager kan beroep indienen bij de inspecteur-generaal tegen de beslissing van de centrumdirecteur betreffende een aanvraag tot bewegwijzering van een vaste route door een bosgroepering.

Hij wordt ingelicht over het beroep bij een ter post aangetekende brief binnen twintig dagen na de bekendmaking van de beslissing van de centrumdirecteur.

De inspecteur-generaal raadpleegt de gewestelijke commissie die beschikt over een termijn van dertig dagen om haar advies te geven. Hij neemt een beslissing over het beroep binnen zestig dagen vanaf de ontvangst van het beroep.

Indien het beroep ingediend is door een publiekrechtelijke rechtspersoon, neemt de Minister, in plaats van de inspecteur-generaal, een beslissing binnen zestig dagen nadat deze het beroep ontvangen heeft.

§ 3. De aanvraag voor iedere vaste route door bosgroeperingen wordt in zes exemplaren ingediend bij de inspecteur-generaal. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier geeft de inspecteur-generaal kennis aan de aanvrager dat het noodzakelijk is zijn dossier aan te vullen op straffe van niet-ontvankelijkheid of zendt hij een ontvangstbewijs en doet een kopie van het dossier aan iedere door de route betrokkene bosgroeperingscommissie toekomen. De bosgroeperingscommissies beschikken over een termijn van zestig dagen om hun advies te geven. Zij kunnen elke wijziging aan de voorgestelde route en inwerkingstellingsmiddelen voorstellen.

De inspecteur-generaal doet de adviezen van de betrokken bosgroeperingscommissies binnen vijftien dagen na de ontvangst van het laatste advies samen met het dossier aan de gewestelijke commissie toekomen en, in ieder geval, ten laatste negentig dagen nadat hij het volledige dossier ontvangen heeft.

De gewestelijke commissie beschikt over een termijn van honderd twintig dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het dossier om haar advies aan de inspecteur-generaal te geven. Zij kan elke wijziging aan de voorgestelde route en inwerkingstellingsmiddelen voorstellen.

Bij gebreke van advies wordt de onderzoekprocedure doorgezet door de inspecteur-generaal die in ieder geval een beslissing neemt binnen tweehonderd veertig dagen vanaf de ontvangst van het volledig dossier en die de bewegwijzeringswijze bepaalt overeenkomstig artikel 17.

§ 4. De aanvrager kan beroep indienen bij de Minister tegen de beslissing van de inspecteur-generaal betreffende een aanvraag tot bewegwijzering van een vaste route door bosgroeperingen.

Hij wordt ingelicht over het beroep bij een ter post aangetekende brief binnen twintig dagen na de bekendmaking van de beslissing van de inspecteur-generaal.

De Minister neemt een beslissing over het beroep binnen zestig dagen vanaf de ontvangst van het beroep.

Afdeling 2. — Tijdelijke bewegwijzering

Art. 14. Iedereen kan een aanvraag indienen tot aanleg van tijdelijke routes door bosgroeperingen, door een bosgroepering en van een plaatselijk tijdelijke route door alle bossen en wouden overeenkomstig de bepalingen van deze afdeling.

Art. 15. De aanvraag tot aanleg van een tijdelijke route bevat volgende gegevens op straffe van niet-ontvankelijkheid :

1. de naam van de persoon en de bevoegdheid van de ondertekenaar van de aanvraag;
2. een N.G.I.-kaart op schaal van 1/10.000, 1/20.000 of 1/25.000, met aanduiding van het geplande tracé;
3. een document waarbij de eigenaars van de betrokkene boswegen instemmen met de geplande bewegwijzering;
4. een document waarbij de betrokkene boscigenaars instemmen indien wegwijzers geplaatst worden op aanpalende eigendommen;
5. een document waarin de voorziene activiteit en het verwachte publiek beschreven staan.

Art. 16. De aanvraag tot aanleg van een tijdelijke route door bosgroeperingen wordt in drie exemplaren ingediend bij de inspecteur-generaal. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier geeft de inspecteur-generaal kennis aan de aanvrager dat het noodzakelijk is zijn dossier aan te vullen op straffe van niet-ontvankelijkheid of zendt hij een ontvangstbewijs. Hij neemt een beslissing binnen zestig dagen vanaf de ontvangst van het volledig dossier en bepaalt de bewegwijzeringswijze overeenkomstig artikel 18.

De aanvraag tot aanleg van een tijdelijke route door een bosgroepering wordt in drie exemplaren ingediend bij de centrumdirecteur verantwoordelijk voor het gebied waardoor de geplande route zal lopen. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier geeft de centrumdirecteur kennis aan de aanvrager dat het noodzakelijk is zijn dossier aan te vullen op straffe van niet-ontvankelijkheid of zendt hij een ontvangstbewijs. Hij neemt een beslissing binnen vijfenveertig dagen vanaf de ontvangst van het volledig dossier en bepaalt de bewegwijzeringswijze overeenkomstig artikel 18.

De aanvraag tot aanleg van een plaatselijk tijdelijke route wordt in drie exemplaren ingediend bij de houtvester verantwoordelijk voor het gebied waardoor de geplande route zal lopen. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier geeft de houtvester kennis aan de aanvrager dat het noodzakelijk is zijn dossier aan te vullen op straffe van niet-ontvankelijkheid of zendt hij een ontvangstbewijs. Hij neemt een beslissing binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van het volledig dossier en bepaalt de bewegwijzeringswijze overeenkomstig artikel 18.

Afdeling 3. — Plaatsing van de wegwijzers.

Art. 17. § 1. De bewegwijzering van een vaste route door bosgroeperingen of door een bosgroepering kan bestaan uit de plaatsing van :

1. borden met toponymische informatie op plaatsen die van wetenschappelijk, cultureel en/of historisch belang zijn;
2. complete richtingsborden bevestigd op erkende panelen op plaatsen waar informatie noodzakelijk blijkt te zijn voor de goede verloop van de wandeling en, in ieder geval, aan het begin van de route;
3. gewone richtingsborden verdeeld over de route, op de plekken waar het noodzakelijk is een verandering van richting aan te duiden;
4. baken verdeeld over de route, op de plekken waar het noodzakelijk is de richting te bevestigen.

§ 2. De complete en gewone richtingsborden, alsook de baken van de vaste routes door bosgroeperingen of door een bosgroepering zijn voorzien met een van de standaardtekens vermeld in bijlage I bij dit besluit.

Andere standaardtekens dan dewelke voorzien in bijlage I kunnen door de Minister gemachtigd worden indien zij bestemd zijn voor de bewegwijzering van een vaste route die niet alleen in het Waalse Gewest gelegen is.

Art. 18. Wanneer de route ook bestemd is voor het verkeer van de in artikel 193 van het Boswetboek voorziene gebruikers op de paden of voor het verkeer van de in artikel 194 van het Boswetboek voorziene gebruikers op de wegen en paden, voorziet de bewegwijzering van een tijdelijke route door bosgroeperingen, door een bosgroepering of van een plaatselijk tijdelijke route in de plaatsing van de in bijlage II bij dit besluit voorziene borden op het desbetreffend gedeelte. Na gebruik dienen deze borden verwijderd en terug ingeleverd te worden bij de overheid die de machtiging verleend heeft.

HOOFDSTUK IV. — De plaatsen

Afdeling 1. — Vaste plaatsen

Art. 19. Iedere natuurlijke persoon of privé- of publiekrechtelijke rechtspersoon kan, overeenkomstig de bepalingen van deze afdeling, vaste plaatsen in alle bossen en wouden inrichten.

Art. 20. § 1. De aanvraag tot inrichting van een vaste plaats moet in drie exemplaren ingediend worden bij de centrumdirecteur verantwoordelijk voor de bosgroepering waarop zij gepland is. Zij bevat volgende gegevens op straffe van niet-ontvankelijkheid :

1. indien de aanvrager een natuurlijke persoon is, zijn naam, voornaam en adres; indien hij een rechtspersoon is, zijn benaming of firmanaam, zijn rechtsvorm, het adres van zijn maatschappelijke zetel alsook de bevoegdheid van de ondertekenaar van de aanvraag;
2. een beschrijving van de geplande plaats met een plan waarop de bestaande of geplande instructuren aangeduid worden;
3. een plan op schaal van 1/10.000, 1/20.000 of 1/25.000, met aanduiding van de omtrek van de geplande plaats;
4. het aantal en de plaats van de geplande wegwijzers;
5. een raming van de kosten van de bewegwijzering;
6. indien de aanvrager over geen werkelijk recht beschikt over de bosgronden waarop de plaats voorzien is, een document waarbij de eigenaars de inrichting van deze plaats machtigen;
7. een document met de beschrijving van de voorziene activiteit en het verwachte publiek;
8. een document waarin beschreven wordt hoe de bewegwijzering zal worden onderhouden.

§ 2. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier geeft de centrumdirecteur kennis aan de aanvrager dat het noodzakelijk is zijn dossier aan te vullen op straffe van niet-ontvankelijkheid of zendt hij een ontvangstbewijs en doet een kopie van het dossier aan de bosgroeperingscommissie toekomen. De bosgroeperingscommissie beschikt over een termijn van zestig dagen om haar advies te geven. Zij kan elke wijziging aan de omtrek voorstellen.

§ 3. Wat betreft de plaatsen bestemd voor het onthaal van de voetgangers en het tijdelijk parkeren van voertuigen en indien de bosgroeperingscommissie geen advies gegeven heeft binnen de termijn van zestig dagen wordt de onderzoeksprocedure doorgezet door de centrumdirecteur die in ieder geval een beslissing neemt binnen honderd twintig dagen vanaf de ontvangst van het volledig dossier en de bewegwijzeringswijze van de plaats overeenkomstig artikel 23 bepaalt.

Wat betreft de andere plaatsen en indien de bosgroeperingscommissie geen advies gegeven heeft binnen de termijn van zestig dagen wordt de onderzoeksprocedure doorgezet door de centrumdirecteur die het dossier onverwijld doet toekomen aan de Minister die een beslissing neemt binnen honderd twintig dagen vanaf de ontvangst van het volledig dossier en de bewegwijzeringswijze van de plaats overeenkomstig artikel 23 bepaalt.

Afdeling 2. — Tijdelijke plaatsen

Art. 21. Iedereen kan, overeenkomstig de bepalingen van deze afdeling, tijdelijke plaatsen in alle bossen en wouden inrichten.

Art. 22. De aanvraag tot inrichting van een tijdelijke plaats moet in drie exemplaren ingediend worden bij de houtvester bevoegd voor de bosgroepering waarop de plaats gepland is. Zij bevat de in artikel 20, § 1, bedoelde gegevens.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier geeft de houtvester kennis aan de aanvrager dat het noodzakelijk is zijn dossier aan te vullen op straffe van niet-ontvankelijkheid of zendt hij een ontvangstbewijs. De houtvester neemt een beslissing over de aanvraag betreffende een plaats bestemd voor het onthaal van de voetgangers binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van het volledig dossier en bepaalt de bewegwijzeringswijze van de plaats overeenkomstig artikel 23.

De Minister neemt een beslissing over de aanvraag betreffende de andere plaatsen binnen zestig dagen vanaf de ontvangst van het volledig dossier en bepaalt de bewegwijzering van de plaats overeenkomstig artikel 23.

Afdeling 3. — Bewegwijzering van de plaatsen

Art. 23. Voor de bewegwijzering van de plaatsen worden de in bijlage III bij dit besluit bepaalde borden gebruikt.

HOOFDSTUK V. — Verkeersbeperking en -verbod in bossen en wouden

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 24. Overeenkomstig artikel 188 van het Boswetboek kan iedereen of sommige categorieën personen een verkeersbeperking en -verbod in bossen en wouden opgelegd worden wegens volgende redenen :

1. het behoud van het verkeer kan levensgevaarlijk zijn wegens de uitoefening van het jachtrecht;
2. het behoud van het verkeer kan levensgevaarlijk zijn wegens de uitvoering van werken in het raam van bos- en woudbeheer;
3. het behoud van het verkeer kan levensgevaarlijk zijn en gevaar opleveren voor het behoud van bossen en wouden wegens brandrisico;
4. het behoud van het verkeer kan plantsoorten beschermd overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 februari 1976 betreffende de beschermingsmaatregelen voor sommige in het wild levende plantsoorten tijdens de bloeiperiode zeer nadelig bedrijven;
5. het behoud van het verkeer kan de wilde vogelsoorten bedoeld in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 1994 betreffende de bescherming van de vogels in het Waalse Gewest of wilde zoogdierensoorten zeer nadelig bedrijven tijdens hun voortplantings- of nestbouwperiode;

6. het behoud van het verkeer zou de organisatie van sommige toeristische activiteiten ernstig hinderen;
7. het behoud van het verkeer zou de organisatie van vissersactiviteiten ernstig hinderen.

Art. 25. De maatregel van verkeersbeperking en -verbod is beperkt tot de periode die strict noodzakelijk is voor de bescherming van de in artikel 24 vermelde redenen die de toepassing van de maatregel rechtvaardigen.

Art. 26. De beperkings- en verbodsbepalingen kunnen uitgebreid worden tot iedereen, met uitzondering van diegenen voor wie het verkeer noodzakelijk is en rechtstreeks verbonden is met de reden die aanleiding geeft tot de beperkings- en verbodsbepaling. Zij kunnen ook beperkt worden tot sommige categorieën personen zoals voetgangers, fietsers, skiërs, hoeders van trek-, last- of rijdieren en bestuurders van voertuigen.

Afdeling 2. — Verkeersbeperking en -verbod op verzoek van een andere persoon dan de Minister of de administratie

Art. 27. § 1. Iedere natuurlijke persoon of privé- of publiekrechtelijke rechtspersoon die een belang kan doen gelden kan een verzoek indienen tot verkeersbeperking of -verbod in bossen en wouden wegens één van de in artikel 24, 1° tot 3°, 6° en 7°, vermelde redenen.

De aanvraag tot verbod of beperking wordt in drie exemplaren ingediend bij de houtvester bevoegd voor het gebied waar het verbod of de beperking voorzien is. Zij bevat de in § 3 van dit artikel bedoelde gegevens.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier geeft de houtvester kennis aan de aanvrager dat het noodzakelijk is zijn dossier aan te vullen op straffe van niet-ontvankelijkheid of zendt hij een ontvangstbewijs.

§ 2. Indien de aanvraag betrekking heeft op een periode die langer is dan :

- een periode van verkeersverbod of -beperking van drie dagen tijdens dewelke een klopjacht plaatsvindt, voor wat betreft de reden bedoeld in punt 1 van artikel 24 indien zij een verband heeft met de organisatie van een klopjacht;
- een periode van verkeersverbod of -beperking van twee uur voor en twee uur na zonsopgang en een periode van twee uur voor tot twee uur na zonsopgang, voor wat betreft de reden bedoeld in punt 1 van artikel 24 indien de maatregel een verband heeft met de voorloop van een loerjacht;
- een periode van verkeersverbod of -beperking van zeven dagen, voor wat betreft de redenen bedoeld in punten 2 en 3 van artikel 24;
- een periode van verkeersverbod of -beperking van twee dagen, voor wat betreft de reden bedoeld in punt 6 van artikel 24;
- een periode van verkeersverbod of -beperking van een dag, voor wat betreft de reden bedoeld in punt 7 van artikel 24.

neemt de Minister een beslissing binnen een termijn van vijftig dagen na ontvangst van het volledig dossier. Zoniet, neemt de houtvester een beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van het volledig dossier.

De aanvragen moeten ingediend worden respectievelijk ten minste tachtig en veertig dagen vóór de datum van toepassing van de gevraagde maatregel.

§ 3. De aanvraag tot verkeersbeperking of -verbod in bossen en wouden bevat volgende gegevens op straffe van niet-ontvankelijkheid :

1. indien de aanvrager een natuurlijke persoon is, zijn naam, voornaam en adres; indien hij een rechtspersoon is, zijn benaming of firmanaam, zijn rechtsvorm, het adres van zijn maatschappelijke zetel alsook de bevoegdheid van de ondertekenaar van de aanvraag;
2. de naam van de betrokken gemeente en van het betrokken bos;
3. de reden van de aanvraag;
4. de dagen tijdens dewelke het verkeer verboden of beperkt is;
5. een N.G.I.-kaart op schaal van 1/10.000, 1/20.000 of 1/25.000, met aanduiding van de omtrek van het gebied waarop het verbod of de beperking slaat. Afdeling 3 - Verkeersbeperking en -verbod op verzoek van de Minister of de administratie

Art. 28. De Minister of de houtvester kunnen ambtshalve een beperkings- of verbodmaatregel treffen voor de redenen bedoeld in punten 3, 4 en 5 van artikel 24.

Indien de maatregel door de houtvester genomen is, mag zij geenszins langer duren dan volgende termijnen :

- zeven dagen, voor wat betreft de in artikel 24, sub 3° bedoelde redenen;
- zestig dagen, voor wat betreft de in artikel 24, sub 4° en 5° bedoelde redenen.

Afdeling 4. — Bekendmaking van de verbods- of beperkingsmaatregelen

Art. 29. Het verkeersverbod of de verkeersbeperking wegens de redenen vermeld in artikel 24, sub 1° en 2°, 3°, 4° en 5°, 6° en 7°, worden respectievelijk bekendgemaakt bij middel van een bord zoals bedoeld in bijlage IV, A, B, C en D, bij dit besluit.

Art. 30. § 1. De borden worden geplaatst ten laatste achtenveertig uur voor de inkrachttrading van de maatregel. De borden betreffende een maatregel gegrond op een van de redenen bedoeld in artikel 24, sub 3°, 4° en 5°, kunnen evenwel geplaatst worden tijdens de periode van achtenveertig uur voor de inkrachttrading van de maatregel wanneer de inkrachttrading van de maatregel onverwijld moet plaatsvinden.

Een bord moet aan beide zijden van de betrokken weg geplaatst worden op de plaats waar de maatregel toepasselijk is. In voorkomend geval moeten andere borden aangebracht worden op de plaatsen waar de weg, die het onderwerp is van de beperkings- of verbodmaatregel, in een bos of woud gaat. In dat geval vermelden zij de nog af te leggen afstand tot het einde van de weg die onder de beperkings- of verbodmaatregel valt.

De borden worden zodanig geplaatst dat zij op een hoogte van 2,50 meter, desnoods aan een paal, gemakkelijk kunnen worden gelezen. Zij worden in een perfecte staat van zichtbaarheid en leesbaarheid gehouden tijdens de ganse duur van de toepassing van de maatregel.

De borden worden ten laatste binnen vierentwintig uur na het einde van de toepassing van de maatregel verwijderd.

§ 2. Het bord bevat gegevens betreffende :

- de plaats waar de maatregel toepasselijk is;
- het begin en het einde van de duur van de toepassing van de maatregel;
- het nummer van de beslissing.

§ 3. Indien de maatregel genomen is wegens een der redenen bedoeld in artikel 24, sub 1°, 6° en 7° worden de borden, overeenkomstig de voorschriften van de Minister of de houtvester, geplaatst en verwijderd op eigen kosten door de personen die de toepassing van de maatregel gevraagd hebben.

Art. 31. Ten laatste acht dagen vóór de toepassing van de maatregel doet de houtvester een afschrift van de beslissing toekomen aan de gemeente waarvan het grondgebied het onderwerp is van deze maatregel, zodat het gemeentebestuur onverwijld overgaat tot het uithangen van een afschrift van deze beslissing *ad valvas*; zij wordt eveneens aan de centrumdirecteur overgemaakt.

Binnen dezelfde termijn verwittigt hij ook iedere persoon die hem ingelicht zou hebben over de organisatie van een activiteit op dat grondgebied, alsook de verantwoordelijke(n) van de betrokken bewegwijzerde routes.

Art. 32. § 1. Indien de maatregel het verkeer op een overeenkomstig artikelen 12 en 13 van dit besluit bewegwijzerde vaste route beïnvloedt moet een informatieaffiche geplaatst worden aan het begin van de route of, in voorkomend geval, op de plaats bepaald in de beslissing.

Dit informatiebord bevat de volgende gegevens betreffende :

- de duur van de toepassing van de maatregel;
- het tracé van de bij de maatregel getroffen weg op een N.G.I.-kaart op schaal van 1/10.000, 1/20.000 of 1/25.000;
- het nummer van de beslissing;
- indien mogelijk, de alternatieve route die toelaat om de weg waar het verkeer beperkt of verboden is heen te lopen.

§ 2. Indien de maatregel het verkeer op een overeenkomstig artikelen 12 en 13 van dit besluit bewegwijzerde vaste route beïnvloedt kan de Minister of de houtvester verplichten tot de aanleg van een omleidingsroute bij middel van een tijdelijk omleidingsteken zoals, bepaald in bijlage I bij dit besluit. Het wordt geplaatst overeenkomstig de procedure toepasselijk op de aanleg van een plaatselijk tijdelijke route.

HOOFDSTUK VI. — Toegang van de fietsers, skiërs, hoeders van trek-, last- of rijdieren tot de paden en van de motorvoertuigen tot de wegen

Art. 33. Het verkeer van fietsers, skiërs, hoeders van trek-, last- of rijdieren op niet daartoe bewegwijzerde paden of plaatsen en het verkeer van motorvoertuigen op niet daartoe bewegwijzerde wegen, paden of plaatsen kan gemachtigd worden door de houtvester voor de redenen bedoeld in artikel 193, 2e lid, en in artikel 194, 2e lid, van het Boswetboek wanneer de aanvraag enkel betrekking heeft op de toegang tot wegen gelegen op het grondgebied van éénzelfde houtvesterij of door de centrumdirecteur wanneer de aanvraag betrekking heeft op de toegang tot wegen gelegen op meerdere houtvesterijen.

De beslissing is alleen individueel en geldt slechts voor een maximale periode van drie jaar. Zij is hernieuwbaar.

Art. 34. De eigenaars van gronden gelegen in bossen en wouden, de andere houders van werkelijke of persoonlijke rechten op de betrokken goederen en de personen die gemachtigd zijn een beheersactiviteit uit te oefenen zijn gemachtigd de paden te gebruiken met fietsen, skis of wanneer zij trek-, last- of rijdieren hoeden en wegen en paden te gebruiken met motorvoertuigen om hun eigendommen of de plaats te bereiken, waar zij hun beheersactiviteiten uitoefenen.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

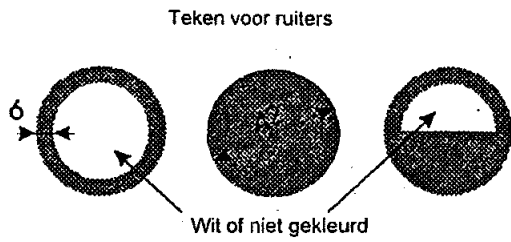
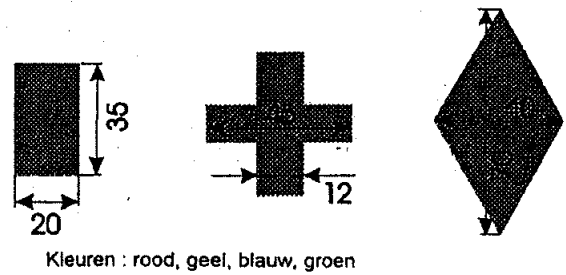
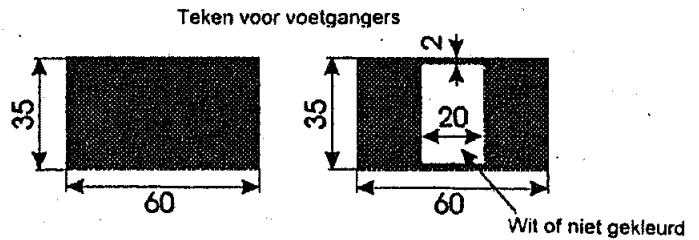
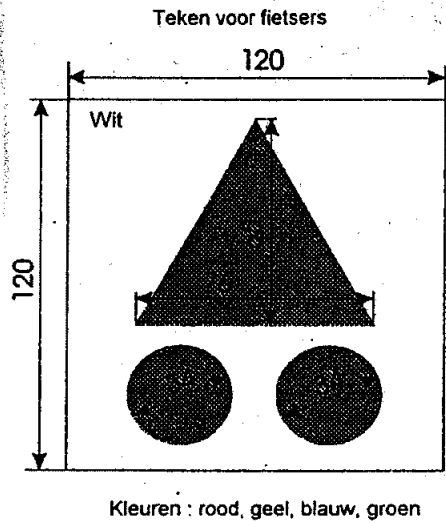
Art. 35. Het plaatsen van elk bord tot aanduiding van een plaats of van elk bord tot aanduiding van een beperking of verbod die een gelijkenis vertonen met een van de borden die onder de regeling van dit besluit vallen wordt gestraft met een geldboete van vijftig frank.

Art. 36. De routes en geplaatste wegwijzers voor de inkrachttrading van dit besluit mogen behouden worden tot 31 december 2000.

Namen, 29 februari 1996.

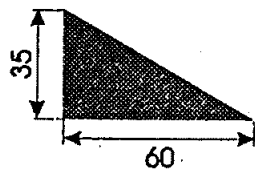
De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Standaardtekens voor complete en gewone richtingsborden, baken voor vaste route door bosgroeperingen of door een bosgroepering.



Kleuren : rood, geel, blauw, groen;
uitgezonderd de volle schijf :
enkel geel, blauw, groen.

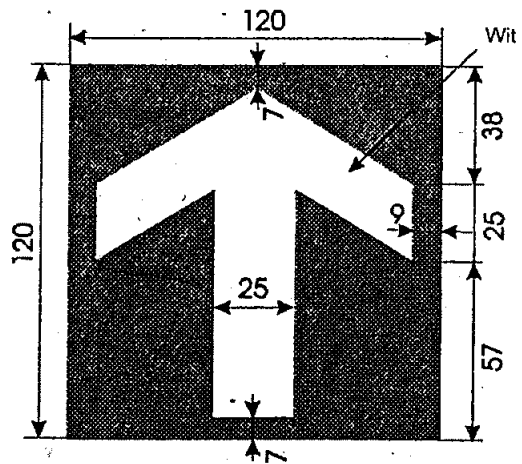
Teken voor alle niet-gemotoriseerde gebruikers



Kleuren : rood, geel, blauw, groen

Teken voor langlaufer

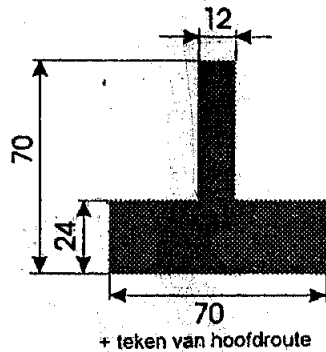
(Kleur overeenkomstig de lengte van de piste)



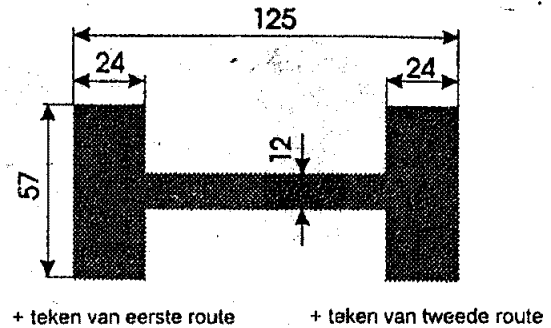
Kleuren : rood, geel, blauw, groen en zwart.

Aanvullende tekens

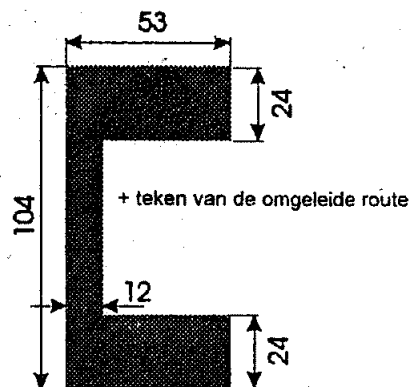
Toegang of schuilhoek



Verbinding tussen verschillende routes



Tijdelijke omleidingsroutes



Kleuren : rood, geel, blauw, groen

«Le Gouvernement wallon reconnaît deux types de support de balises : d'une part, les supports existants, qu'ils soient végétaux ou autres ; les balises y sont peintes, clouées, collées ou cerclées ; d'autre part, les supports spécifiques implantés sur lesquels les balises sont attachées.

Il est reconnu au concepteur le libre choix du type de support ainsi que de la technique d'attache au support, pour autant que cette dernière soit en conformité stricte avec le cahier des normes.

La balise dérogatoire d'accès aux chemins par les véhicules à moteur pour raisons utilitaires se présente sous la forme d'un panneau carré, de 0,40 m de côté.

Les signes normalisés des véhicules à moteur sont en blanc sur fond bleu.»

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 februari 1996 tot uitvoering van artikelen 186bis, 188, 193, 194, 196 en 197 van Titel XIV van de wet van 19 december 1854 houdende het boswetboek.

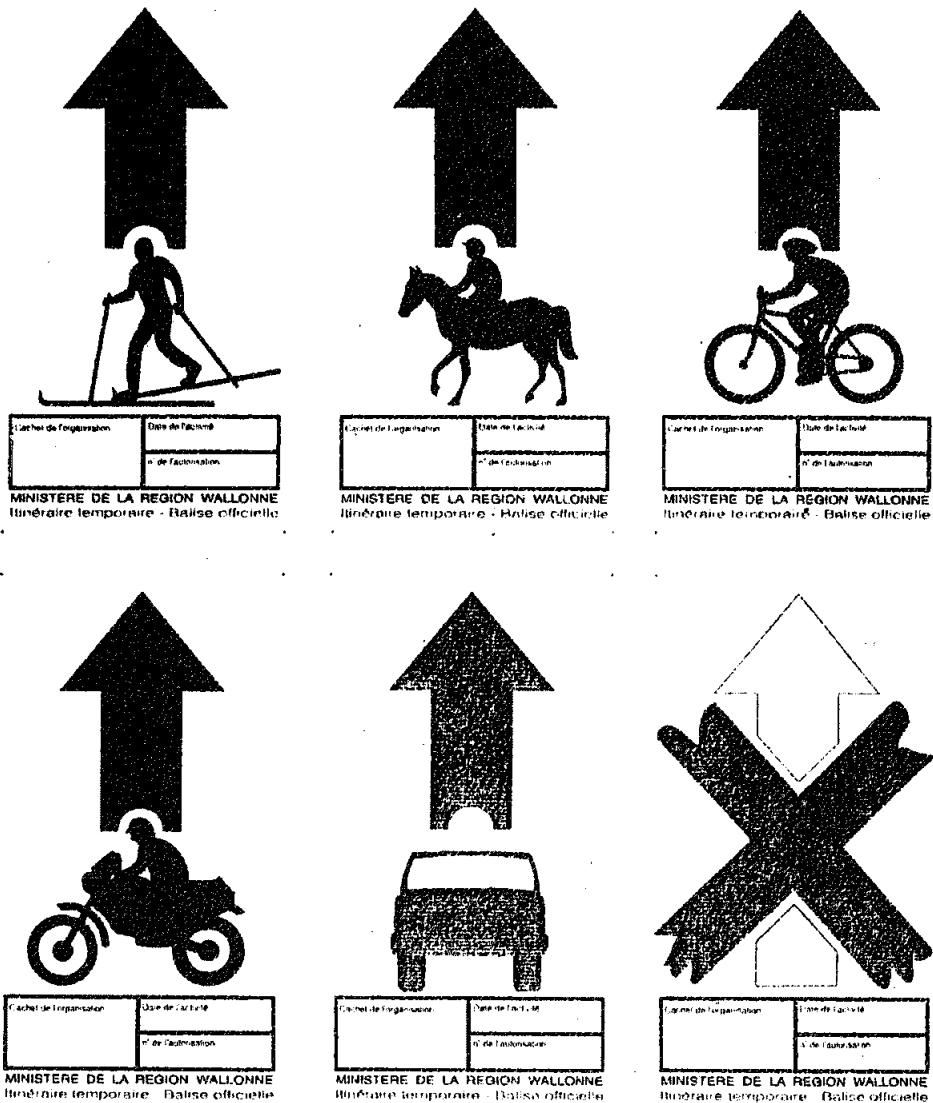
Namen, 29 februari 1996

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G LUTGEN

Standaardtekens voor de bewegwijzering van tijdelijke routes



Afmetingen van een affiche : (256 x 133) mm

Kleur van de pijlen en afbeeldingen : rood, geel, blauw, groen.

Inzet : lijnen en tekst in het zwart.

Bovendien, voor langlauf : zwart

Uitzondering : de doorgehaalde pijl is altijd in het grijs met een rood kruis

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 februari 1996 tot uitvoering van artikelen 186bis, 188, 193, 194, 196 en 197 van Titel XIV van de wet van 19 december 1854 houdende het boswetboek

Namen, 29 februari 1996

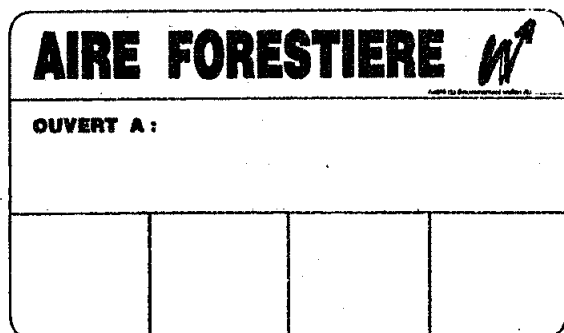
De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

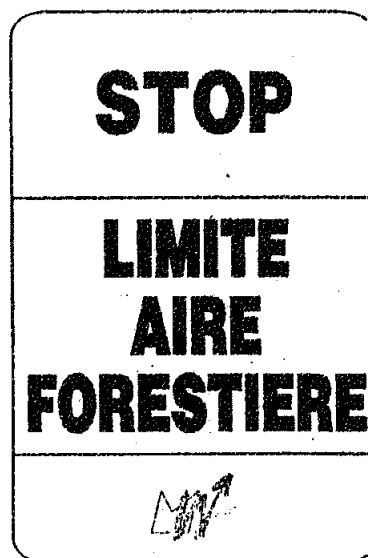
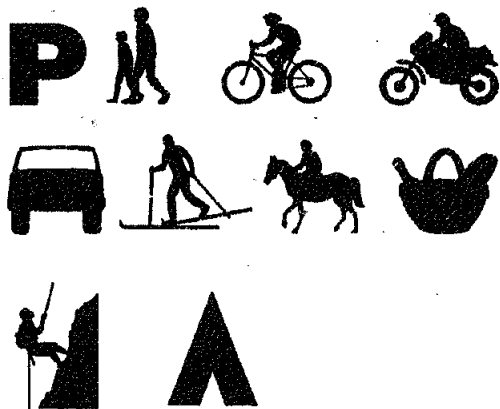
Bijlage III

Borden voor de bosplaatsen



Afmetingen van het bord (600 x 400) mm

Beschikbare pictogrammen



Afmetingen van een affiche

(280 x 186) mm.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 februari 1996 tot uitvoering van artikelen 186bis, 188, 193, 194, 196 en 197 van Titel XIV van de wet van 19 december 1854 houdende het boswetboek.

Namen, 29 februari 1996

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Verbodsborden

A

A

A

CHASSE
PASSAGE INTERDIT

[Empty box for text]




POUR VOTRE SECURITE 
BATTUES


MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

Formule n°
Responsable signalisation T41
Responsable surveillance T42

CHASSE
PASSAGE INTERDIT

DU **AU**
ENTRE **H** **et** **H**
ENTRE **H** **et** **H**



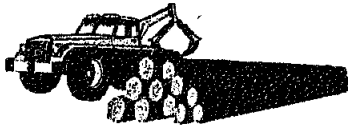
POUR VOTRE SECURITE 
AFFÛT


MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

Formule n°
Responsable signalisation T41
Responsable surveillance T41

TRAVAUX
PASSAGE INTERDIT

[Empty box for text]



POUR VOTRE SECURITE 
DANGER

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

Formule n°
Responsable signalisation T41
Responsable surveillance T42

Afmetingen van een affiche : (385 x 135) mm

Verbodsborden

B

C

D



**RISQUE D'INCENDIE
PASSAGE INTERDIT**





POUR LA NATURE 
DANGER

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE
Jefe de Département onder de
Dit is een n°
Responsable signalisation T61
Responsable surveillance 161


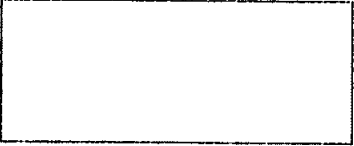
**CONSERVATION DE LA NATURE
PASSAGE INTERDIT**





POUR LA 
SAUVEGARDE

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE
Jefe de Département onder de
Dit is een n°
Responsable signalisation T61
Responsable surveillance 161

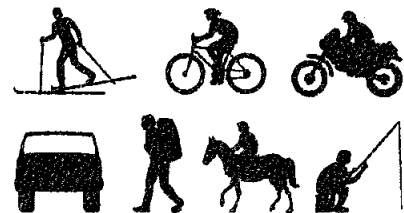
**PASSAGE INTERDIT
EXCEPTÉ**

POUR VOTRE BIEN 
ET VOTRE SECURITE

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE
Jefe de Département onder de
Dit is een n°
Responsable signalisation T61
Responsable surveillance 161

Afmetingen van een affiche : (385 x 185) mm



Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 februari 1996 tot uitvoering van artikelen 186bis, 188, 193, 194, 196 en 197 van Titel XIV van de wet van 19 december 1854 houdende het boswetboek.

Namen, 29 februari 1996

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G LUTGEN